

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

14 novembre 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(5 articles)



lundi 14 novembre
2016

Proch'emploi se déploie en Picardie (222 mots)

Après Saint-Quentin et Soissons, le service Proch'Emploi de la Région ouvre cinq nouvelles plateformes à Beauvais, Compiègn...

Page 10



lundi 14 novembre
2016

Les créations d'emplois toujours bien orientées (311 mots)

Les entreprises continuent d'embaucher. Mieux, les embauches dépassent les départs, naturels ou contraints. Le dernier indicateur de l'Inse...

Page 11



lundi 14 novembre
2016

Le chômage des handicapés reste élevé (567 mots)

Ce n'est pas encore l'inversion de la courbe, mais l'espoir leur est permis. Le nombre de ...

Page 12



lundi 14 novembre
2016

Les métallos du ferroviaire montent à Paris mardi pour faire entendre leur voix (461 mots)

PAR VÉRONIQUE BERTIN vbertain@lavoixdunord.fr VALENCIENNOIS. Les trois élus Front de gauche du STIF (Syndicat des transports...

Page 13



lundi 14 novembre
2016

Bonne nouvelle pour Alstom (231 mots)

L'horizon serait-il en train de s'éclaircir pour Alstom et Bombardier? Fin octobre, le consortium a été retenu par la SNCF ...

Page 14

VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(1 article)



lundi 14 novembre
2016

Programme Leader (265 mots)

Programme Leader Le Pays de Thiérache a signé en août une convention, valable cinq ans, pour bénéficier du programme europé...

Page 16

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

La plateforme de Marquion compte être incontournable le long du canal (326 mots)

Par Julien Lechevestrier arras@lavoixdunord.fr Canal Seine-Nord. La semaine dernière, lors du comité territorial, Osartis-...

Page 18

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

Vracs, logistique et voie ferrée (190 mots)

« À Marquion, avec la plateforme multimodale, on compte bien faire du business! », nous a souvent répété Jacques Petit, mair...

Page 19

**Courrier
picard**

lundi 14 novembre
2016

Les acteurs se retrouvent au ministère (655 mots)

Une pierre de plus à l'édifice ou énième acte censé maintenir en vie un patient sous perfusion? Ce mardi 15 novembre, l'ens...

Page 20

VP3 - FUSION, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES...

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

En périphérie d'Arras, on se mobilise pour ne pas perdre La Poste (372 mots)

Par Géraldine Csizmadia arras@lavoixdunord.fr Saint-Nicolas, Sainte-Catherine. Comme on peut le voir dans les zones rurales...

Page 22

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

Des réunions à Sainte-Catherine (161 mots)

Mobilisé lui aussi depuis cet été contre le projet qui lui a été présenté par La Poste de manière singulière (le rendez-vous...

Page 23

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

«Nous ne sommes pas un village!» (194 mots)

«Je l'ai tout de suite découpé et rempli, sinon, après, on oublie!», confie une usagère au sortir du bureau de poste médiol...

Page 24

VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(3 articles)

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

lundi 14 novembre
2016

L'État lutte contre la précarité énergétique (510 mots)

L'initiative Habitez Mieux, mise en place par l'Agence Nationale pour l'Habitation (ANAH) en 2011, a été créée pour permett...

Page 26

Ils ont bénéficié de ces aides énergétiques (303 mots)

Ils ont bénéficié de ces aides énergétiques Julie Mignonet et Florian Delacroix ont acheté leur maison en 2013. La maison c...

Page 27

Qui contacter en cas de précarité énergétique? (233 mots)

Qui contacter en cas de précarité énergétique? « C'est quand on a des difficultés à payer ses factures, alors on ne se chau...

Page 28

VP8 - CULTURE

(7 articles)

Le retour des «bons plans» (456 mots)

Accueilli comme une bonne nouvelle dans le Nord-Pas-de-Calais où n'existait aucun dispositif de ce type, le lancement de la...

Page 30

Sylvain Crapez: « L'Arras Film Festival a vocation à changer d'échelle » (489 mots)

Propos recueillis par JEAN-JACQUES. D'Amore (CLP) arras@lavoixdunord.fr Arras. - Le festival qui s'achève fut-il à la haute...

Page 31

Noreen Nash était à l'affiche! (108 mots)

Le mystère est levé. Noreen Nash est donc la belle inconnue dont le visage incarna la 17e édition de l'Arras Film Festival....

Page 32

Palmarès: «Roues libres» rafle la mise (149 mots)

Compétition internationale. Atlas d'or, grand prix du jury Glory (Slava) de Kristina Grozeva et Petar Valchanov (Bulgarie/G...

Page 33

Patrimoine culturel : un rôle pour les Réserves du Louvre dans la lutte contre le trafic (597 mots)

Par Yves Portelli region@lavoixdunord.fr Région. - Quel sera le rôle du pôle de conservation de Liévin dans la gestion d'un...

Page 34

Il rêve d'un sous-marin musée à Amiens (631 mots)

Un sous-marin à Amiens? Et après tout pourquoi pas! Sous le pseudo du Marquis de Seignelay, Thibault Lamidel est l'un des m...

Page 35

Amiens métropole travaille à un parc numérique Jules-Verne

(383 mots)

Un parc numérique et futuriste dédié à Jules Verne, à Amiens, où le célèbre écrivain est enterré. La Métropole en rêve. Loi...

Page 36

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(1 article)



lundi 14 novembre
2016

Le Fongecif Picardie s'unit au Nord Pas-de-Calais (181 mots)

La fusion des deux Fongecif Picardie et Nord Pas-de-Calais sera effective au 1er janvier 2017. Les deux organisations régio...

Page 38

VP11 - LYCÉES

(6 articles)



lundi 14 novembre
2016

FAUT-IL RENVOYER LES PROFS À L'ÉCOLE ? (457 mots)

Dans trois semaines sera rendue publique en France la nouvelle enquête Pisa, cette étude internationale menée par l'OCDE s...

Page 40



lundi 14 novembre
2016

Egalité des chances ? (100 mots)

On aime les profs et l'école républicaine. Du moins l'idée qu'on s'en fait, celle défendue par Jaurès et Ferry, celle qui a toujours visé l'excel...

Page 41



lundi 14 novembre
2016

Avez-vous rencontré des problèmes avec vos profs ? (280 mots)

L.-Guillaume François 23 ans, étudiant Bordeaux (33) Non jamais. Par chance, j'ai ...

Page 42



lundi 14 novembre
2016

Le casse-tête des postes non pourvus (467 mots)

Une boutade circule parmi les parents d'élèves à la sortie des cours de récré de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : « Les p...

Page 43



lundi 14 novembre
2016

Les pistes pour s'en sortir (266 mots)

La France découvre bien après ses voisins étrangers le problème du recrutement des enseignants. « Nous n'avons pas cette culture des...

Page 44



lundi 14 novembre
2016

«La crise est localisée» (321 mots)

Pierre Périer est l'auteur d'une étude sur l'attractivité du métier d'enseignant, publiée la semaine dernière par le Conseil d'évalu...

Page 45

VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

Le geste avant la parole: quand un robot peut détecter les intentions des gens (394 mots)

Par Jean-Marc Petit conomie@lavoixdunord.fr Tourcoing. Peut-on dialoguer avec un robot? Ou plutôt, un robot est-il capable...

Page 47

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

Bienvenue dans la réalité virtuelle du SCALab (287 mots)

Ici, vous croisez des informaticiens, des psychologues, des linguistes, des spécialistes des neurosciences, de l'intelligen...

Page 48

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

Otonohm, la solution nomade pour ne jamais tomber à plat (de batterie) (388 mots)

Par Jean-Marc Petit conomie@lavoixdunord.fr Lille. Dans notre société ultra-connectée, où l'on ne peut plus se passer de n...

Page 49

DIVERS

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

«Le décrochage est l'un des signes qui indiquent qu'un enfant va mal» (492 mots)

PAR CARINE BAUSIÈRE villeneuedascq@lavoixdunord.fr FACHES-THUMESNIL. Fin 2015, Faches-Thumesnil quittait le CIPD. Le maire...

Page 51

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

«Continuer à investir sur la prévention auprès de la jeunesse»

(280 mots)

-Constatez-vous une réelle incidence sur le fonctionnement du CIPD après le départ de Faches-Thumesnil? «Pour l'instant, no...

Page 52

POLITIQUE RÉGIONALE

(2 articles)

**Courrier
picard**

lundi 14 novembre
2016

Le président avoue (764 mots)

Le président avoue Xavier Bertrand (photo) l'a dit sans fard lundi 7 novembre devant les étudiants de l'IAE, pour bien soul...

Page 54

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

lundi 14 novembre
2016

Patrice Vergriete et le PS «échangent» (612 mots)

«Je serai toujours de sensibilité de gauche.» Patrice Vergriete pourrait être aujourd'hui l'homme fort de cette Gauche loca...

Page 55

POLITIQUE NATIONALE
(8 articles)

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

lundi 14 novembre
2016

Michel Sapin : Attractivité : « Il faut que les députés considèrent l'intérêt général » (1703 mots)

Question : Les différentes mesures prises par le gouvernement en faveur de...

Page 57

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

lundi 14 novembre
2016

« Le renouvellement, avec un président de 70 ans ? » (528 mots)

Question : Quels enseignements tirez-vous de la victoire de Donald Trump pour la politique en France ? Qu'il ne faut pas croire les sondage...

Page 60

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

lundi 14 novembre
2016

Ce que Bercy prévoit pour les « business angels » (454 mots)

Le gouvernement proposera bien un coup de pouce fiscal aux « business angels » dans le collectif budgétaire de fin d'année. Le projet de lo...

Page 61

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

lundi 14 novembre
2016

L'Etat offre une rallonge limitée aux régions (434 mots)

Les régions disposeront bien d'une rallonge de 450 millions d'euros en 2017 mais ne toucheront réellement que 200 millions cette année-là. ...

Page 62

LE FIGARO

lundi 14 novembre
2016

Sondage : Fillon et Sarkozy en hausse, Juppé en baisse (770 mots)

LES ÉCARTS se resserrent dans l'enquête Kantar Sofres-OnePoint sur les intentions de vote à la p...

Page 63

LE FIGARO

lundi 14 novembre
2016

Le marathon de François Fillon (633 mots)

Ils ont beau être vilipendés, ils sont toujours aussi commentés. L'élection de Donald Trump, apr...

Page 64

LE FIGARO

lundi 14 novembre
2016

Nathalie Kosciusko-Morizet : « La recomposition politique est en marche » (2083 mots)

Nathalie Kosciusko-Morizet, dimanche à Paris. ...

Page 66

LA VOIX DU NORD

lundi 14 novembre
2016

Jean-François Copé, un homme persuadé qu'il peut encore revenir (740 mots)

par delphine tonnerre region@lavoixdunord.fr Critiqué, banni, déchu et déçu, Jean-François Copé intrigue. Première surprise...

Page 69

POLITIQUE EUROPÉENNE

(3 articles)

LE FIGARO

lundi 14 novembre
2016

L'attractivité du Royaume-Uni menacée par le flou de May

(1145 mots)

EUROPE Theresa May est sous la pression des milieux d'affaires pour dévoiler ses cartes sur le Brexit. Officiellemen...

Page 71

LE FIGARO

lundi 14 novembre
2016

Finance, santé, universités : les Européens hésitent à s'installer outre-Manche (788 mots)

« Le Brexit crée un sentiment défavorable. Cela fait hésiter certains candidats approchés pour des postes à Londres....

Page 73

LE FIGARO

lundi 14 novembre
2016

Les Britanniques sont les bienvenus chez les Ch'tis (349 mots)

La région Hauts-de-France a lancé une campagne en forme d'invitation aux investisseurs...

Page 74

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

Proch'emploi se déploie en Picardie

Après Saint-Quentin et Soissons, le service Proch'Emploi de la Région ouvre cinq nouvelles plateformes à Beauvais, Compiègne, Creil, Abbeville et Amiens. Réunis en commission permanente le 8 novembre, les élus ont voté une enveloppe de 583 330 euros pour la mise en place de ces plateformes territoriales qui ont pour vocation de créer des «circuits courts». Autrement dit, il s'agit de favoriser le contact direct entre les

entreprises et les demandeurs d'emploi. Ces plateformes territoriales sont animées par deux personnes qui travaillent en réseau avec les chefs d'entreprise de leur secteur, en partenariat étroit avec les opérateurs traditionnels que sont Pôle Emploi et les missions locales. L'idée: aller à la pêche aux offres d'emploi cachées - dixit la Région, trois offres sur quatre ne transitent pas par Pôle Emploi - et présélectionner des can-

didats susceptibles de cadrer avec ces offres avant de les présenter aux entreprises. Réuni en session à Lille, le Conseil régional avait décidé au mois d'octobre dernier un vaste maillage du territoire avec 21 plateformes de ce type. Si elles existaient déjà dans le Nord-Pas-de-Calais, il a fallu en Picardie les créer ex nihilo. ■



Les créations d'emplois toujours bien orientées

Le privé a engrangé six trimestres de créations nettes d'emplois.

Les entreprises continuent d'embaucher. Mieux, les embauches dépassent les départs, naturels ou contraints. Le dernier indicateur de l'Insee évalue ainsi à 52.000 le nombre de créations nettes d'emplois au troisième trimestre dans le secteur marchand non agricole. L'emploi dans le privé engrange son sixième trimestre d'affilée dans le vert et il faut remonter à 2007 pour retrouver pareil chiffre. Sur un an, les créations nettes d'emplois ressortent du coup à 145.000.

« Ce développement de l'emploi salarié témoigne de la confiance retrouvée des entreprises, grâce notamment aux mesures de soutien et

d'accélération de la reprise de l'activité mises en place par le gouvernement », s'est félicitée Myriam El Khomri, citant le pacte de responsabilité, le CICE ou encore l'aide à l'embauche PME.

Satisfecit

D'autres indicateurs récents - déclarations d'embauche à l'Acoss, inscrits à Pôle emploi - soutiennent ce satisfecit de la ministre du Travail.

Pour positif qu'il paraisse, le bilan dressé de l'Insee, pour l'instant provisoire, doit toutefois être nuancé. Côté positif, l'emploi a fortement progressé dans les services, à

+60.900, en grande partie grâce à l'intérim (+5,1 %). L'industrie, en revanche, continue de détruire des emplois (9.100 de juillet à septembre), et la situation s'est juste stabilisée dans la construction. Qui plus est, l'emploi privé s'améliore mais à un niveau qui permet juste d'absorber la hausse de la population active. La décrue significative du chômage nécessite que la belle série en cours dure ou passe à une vitesse supérieure. Fin septembre, la France comptait près de 5,8 millions de demandeurs d'emploi.

par A. R.



Le chômage des handicapés reste élevé

La semaine européenne pour l'emploi des handicapés s'ouvre ce lundi. 480.000 personnes handicapées encore au chômage en France.

Ce n'est pas encore l'inversion de la courbe, mais l'espoir leur est permis. Le nombre de handicapés au chômage a continué à progresser au premier semestre, de 2,3 % exactement, par rapport à la même période de l'année dernière, pour frôler 480.000, selon le dernier tableau de bord de l'Agefiph, l'Association de gestion du fonds pour leur insertion professionnelle. A ce niveau, la progression reste supérieure à celle de l'ensemble des demandeurs d'emploi, tous publics confondus. Mais la tendance est au ralentissement.

« En évolution, c'est plutôt bon signe. En volume, le niveau reste alarmant », résume Didier Eyssartier, directeur général de l'Agefiph, alors que démarre ce lundi la semaine européenne pour l'emploi des handicapés. Il reste donc beaucoup à faire, d'autant que les handicapés restent plus longtemps au chômage : 808 jours en moyenne, soit 201 de plus que la durée moyenne tout public.

Quinquennat « morose »

Dans un bilan du quinquennat qu'elle qualifie de « morose », l'Association des paralysés de France (APF) souligne qu'un handicapé sur 5 est au chômage, que les plus de 50 ans sont beaucoup plus largement touchés, sans oublier les ponctions de l'Etat sur les fonds chargés de les insérer professionnellement : 174 millions manqueront sur la période 2015-2017 dans les caisses de

l'Agefiph et du FIPHFP, son pendant pour la fonction publique au sens large.

« Le niveau de chômage des handicapés est trop élevé », a reconnu la semaine dernière Ségolène Neuville, la secrétaire d'Etat chargée des handicapés et de la lutte contre l'exclusion, lors d'une rencontre avec la presse sociale, tout en réfutant le diagnostic de l'APF. « Des problèmes structurels n'avaient jamais été discutés », a-t-elle fait valoir, liés notamment au niveau de formation, inférieur à la moyenne. Ou au fait que nombre de salariés n'arrivent pas à retrouver un emploi après avoir été licenciés pour inaptitude. Un problème à lier, selon elle, aux postes non pourvus en médecine du travail, faute de candidats en nombre suffisant.

Mais si le chômage est haut, c'est aussi parce que de plus en plus de personnes font reconnaître leur handicap. « L'acceptation de son handicap passe mieux », confirme Didier Eyssartier. L'allongement des carrières, les nouveaux modes de travail ou la numérisation favorisent l'apparition de nouvelles situations invalidantes, abonde Véronique Bustréel, conseillère nationale emploi de l'APF, qui évoque un « problème générationnel ».

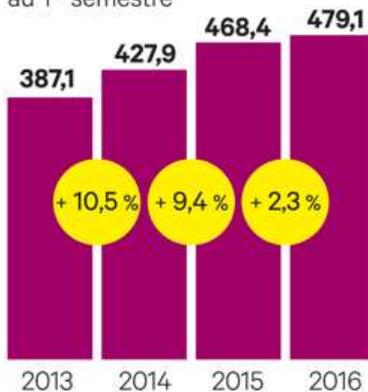
Tout n'est pas noir pour autant, car les placements en entreprise, les maintiens de poste ou les créations d'activité sont dynamiques. Conséquence, le nombre de personnes en situation de handicap dans l'emploi progresse, témoigne l'Association des paralysés de France. L'APF se félicite aussi de la possibilité de cumuler prime d'activité et allocation adulte handicapé, à l'origine, selon elle, d'un gain de pouvoir d'achat « non négligeable » pour au moins 400.000 personnes.

La pérennité des fonds chargés de l'insertion des handicapés mise à mal sur lesechos.fr ■

par Alain Ruello

Les demandeurs d'emploi handicapés

Catégories A, B, C. En milliers, au 1^{er} semestre



« LES ÉCHOS » / SOURCE : PÔLE EMPLOI



Les métallos du ferroviaire montent à Paris mardi pour faire entendre leur voix

PAR VÉRONIQUE BERTIN
vbertin@lavoixdunord.fr VA-
LENCIENNOIS. Les trois élus Front
de gauche du STIF (Syndicat des
transports de l'Île-de-France) sont
venus visiter Alstom et Bombardier le
6 octobre. Ils sont surtout venus ren-
contrer les syndicalistes du ferro-
viaire et échanger avec eux sur les
difficultés de la filière. Notamment
un carnet de commandes qui peine à
se remplir et un creux de charge in-
quiétant en 2017-2018. Ils les ont in-
vités à se rendre à Paris, le mardi 15
novembre, pour un conseil syndical
du STIF durant lequel, Valérie Pé-
cresse, la présidente de la région
mais aussi présidente du syndicat, va
auditionner Élisabeth Borne, prési-
dente de la RATP, et Guillaume Pépy,
PDG de la SNCF. Le message a été re-
çu cinq sur cinq par la CGT. L'USTM a
affrété un bus avec des salariés

d'Alstom, de Bombardier et de sous-
traitants. Sur place, à Paris, les Nor-
distes seront rejoints par des délégat-
ions de métallos du ferroviaire
d'autres régions. Ludovic Bouvier, se-
crétaire général de l'USTM-CGT Nord
- Pas-de-Calais promet un comité
d'accueil à Guillaume Pépy. Il espère
être reçu par Valérie Pécresse dans
la matinée. «On veut des garanties
claires et sans équivoque sur la fa-
brication ici des trains commandés.
On ne veut pas d'une délocalisation
d'une partie de la production comme
on l'a déjà vu. Et puis la commande
RER NG ne suffit pas. On ne peut pas
avoir une vision d'avenir sur une
seule commande.» Comme ce n'est
pas souvent qu'il rencontre «ce beau
monde», il évoquera aussi les «poli-
tiques d'austérité et la libre concu-
rence qui mènent droit dans le mur».
FO qui se mobilise pourtant des mois

pour alerter les élus sur le manque
de charge ne participera pas à ce dé-
placement. D'abord parce qu'Alstom
et Bombardier sont quasi sûrs de dé-
crocher le RER NG mais aussi parce
que le STIF a annoncé, jeudi, son in-
tention de commander des rames de
tram fournies par le site Alstom de
Petite-Forêt. S'il le faut, FO montera
au créneau mais pas devant le STIF.
Mardi, jour de ce rassemblement, FO
Alstom a décidé de réunir MTM (Me-
tal Technology Manufacturing, ex-
Deprecq structural), un sous-trai-
tant, et la direction d'Alstom. Depuis
le 1er octobre, 58 des 65 ouvriers en
production subissent une mesure de
chômage partiel. Même punition
pour aussi une cinquantaine de sala-
riés du site Alstom de Petite-Forêt. ■



Bonne nouvelle pour Alstom

L'horizon serait-il en train de s'éclaircir pour Alstom et Bombardier? Fin octobre, le consortium a été retenu par la SNCF et le STIF pour la fourniture des rames de RER nouvelle génération. L'Espagnol CAF a été écarté. Seuls les deux constructeurs français étaient autorisés à présenter une BAFO, best and final order (meilleure et dernière offre) pour le 7 novembre. Jeudi, la commission d'appel d'offres du STIF a choisi Al-

stom Transport pour fournir les tramways des prochaines lignes de tram 9 et 10. Ce marché porte sur une commande ferme de 22 rames pour un montant de 70 millions d'euros et de 68 rames en option. La signature de ce marché doit être autorisée par le conseil du STIF le mardi 6 décembre. Les premiers tramways seront livrés à partir de 2019 pour une mise en service commerciale en 2020 sur le tram 9 (entre Paris et Orly-ville

dans le Val-de-Marne) puis le tram 10 (entre Anthony et Clamart dans les Hauts-de-Seine) à l'horizon 2021. «Ces rames conçues pour le STIF offriront une grande capacité d'accueil, des montées-descentes en station facilitées par de grandes ouvertures, une accessibilité complète et de nombreux écrans pour l'information des voyageurs», précise le STIF dans un communiqué de presse. ■



**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC
LES TERRITOIRES, CONTRAT
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

Programme Leader

Programme Leader Le Pays de Thiérache a signé en août une convention, valable cinq ans, pour bénéficier du programme européen Leader (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale). Jusqu'à 1,9 million d'euros pourra être accordés à la Thiérache pour soutenir des projets. Fabien Thurrette, animateur Leader du Pays, et Virginie Fleury, directrice du Pays, sont venus parler de ce programme à la réunion de la CCTC. Le Pays regroupe les cinq communautés de communes de la Thiérache, dont la

CCTC. «Leader, c'est une enveloppe disponible pour les projets des collectivités et des personnes privées. Les subventions Leader peuvent monter à 80% pour accompagner les projets», signale Paul Véron. Une aire de camping-car à Étreux profite déjà du dispositif. Service d'assainissement non collectif Philippe Torre, maire de Berlancourt, est intervenu à propos du Service public d'assainissement non collectif (Spanc), affirmant que les installations n'avaient pas besoin d'être contrôlées dans sa mairie. «Il n'y a

pas de rivière à proximité, ce n'est pas la mairie qui présentera un danger pour l'environnement au niveau des rejets», a-t-il estimé. «Tout bâtiment doit faire l'objet de diagnostics. Si on arrête de faire des diagnostics comme la loi l'exige, on n'aura plus d'aides de la part de l'Agence de l'eau», a répondu Frédéric Meura, vice-président à la commission assainissement non-collectif au sein de la CCTC. ■



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

La plateforme de Marquion compte être incontournable le long du canal

Par Julien Lechevestrier
arras@lavoixdunord.fr Canal Seine-Nord. La semaine dernière, lors du comité territorial, Osartis-Marquion a présenté une étude autour de la plateforme marquionnaise. Voici ce qu'il faut retenir. 1 Premières études dès 2005 L'étude pour réaliser une plateforme à Marquion remonte à 2005. Au début, on parlait sur 156ha avec des extensions prévues sur 100-ha. Ses principales composantes comprenaient un terminal containers, une zone industrielle, un parc d'activités, un parc de logistique et une zone de service. Il était déjà prévu une desserte ferroviaire et on comptait sur une grande zone

d'implantation industrielle. Depuis, la fermeture de la BA 103 a amené à repenser l'extension vers cette zone plutôt que sur les espaces agricoles. 2 Les atouts La localisation à un endroit où il y a encore de la disponibilité foncière et de nombreux flux en transit. L'accessibilité au cœur des Hauts-de-France avec un diffuseur autoroutier à proximité et le croisement A2 - A26. 3 Les faiblesses Tout le monde compte dessus dans l'avenir mais, pour le moment, il n'existe pas de raccordement ferroviaire. Et donc pas de possibilité pour faire du ferroutage. Ce mode de transport qui consiste à charger des camions complets sur un train: le

tracteur, la remorque et le chauffeur. «Il ne se développe pas aussi vite qu'on voudrait en France», selon les experts. Une écotaxe aurait aidé à son développement. Mais au nom de Xavier Bertrand, Gérald Darmanin, vice-président en charge des transports à la Région, a été clair. «Il n'en est pas question.» L'échangeur A2-A26 est également incomplet. Il manque un barreau. Toujours selon les mêmes experts, «E-Valley, s'il se réalise sur l'ex-BA103, sera générateurs de flux. Mais il faudra faire attention à la concurrence.» ■



Vracs, logistique et voie ferrée

« À Marquion, avec la plateforme multimodale, on compte bien faire du business! », nous a souvent répété Jacques Petit, maire de Marquion. Cette plateforme compterait un parc d'activités industriel accueillant des activités dites vracs (céréales, oléagineux...). Le parc d'activités logistiques serait incontournable. « C'est un marché porteur dans la région comme le prouve Amazon à Lauwin-

Planque. Mais il faut un bassin de main-d'œuvre important. » Selon les experts, elle ne serait pas encore assez suffisante dans le secteur. Un terminal containers et un terminal ferroviaire, vu que tout le monde compte sur une plateforme trimodale, complèteraient le tout. Jean-Jacques Cotel et Pierre Georget, présidents du Sud Artois et d'Osartis-Marquion, se sont inquiétés de la

place de Marquion. Les experts sont rassurants: « Des quatre plateformes (Marquion, Compiègne, Noyon et Nesles) le long du tracé, votre commune et votre territoire, de par leur position géographique, jouent clairement en division 1. Le potentiel d'implantations industrielles est réel. Marquion répond à des besoins futurs pour les entreprises. » ■



Les acteurs se retrouvent au ministère

Une pierre de plus à l'édifice ou énième acte censé maintenir en vie un patient sous perfusion? Ce mardi 15 novembre, l'ensemble des acteurs du projet de canal à grand gabarit se retrouvent au ministère des transports autour d'Alain Vidalies, secrétaire d'état qui a fait part récemment de ses inquiétudes au sujet d'un dossier qui peine toujours à émerger. Un immobilisme qui fait planer l'ombre des «dégagements d'office», ce mécanisme qui permet à l'Europe de désaffecter des crédits en cas de retard dans les projets. Or on le sait, sans l'Union il ne peut pas y avoir de canal Seine-Nord, l'Europe mettant à elle seule 1,8MdsEUR sur les 4,7 Mds EUR prévus. Le reste, provient de l'État français (1 MdsEUR) et des collectivités territoriales, les Régions et Départements concernés. Et c'est bien là que le bât blesse. Premier problème: l'Île de France n'a toujours pas délibéré sur sa participation. Valérie Pécresse, la présidente LR élue il y a un an, a certes indiqué que la Région honorerait l'engagement verbal pris en son temps par le socialiste Jean-Paul Huchon. Mais que le montant prévu, 210MEUR, serait au bas mot divisé par deux. Second problème: le Département du Nord, pas-

sé à droite, ne veut en aucun cas se retrouver pieds et poings liés dans l'hypothèse où les coûts du projet déraperaient. Il s'est engagé à verser 200 MEUR. «Pas question d'aller au-delà de cette somme, a prévenu Jean-René Lecerf, président LR du département. Il faudra que chacun assume ses engagements...» Autrement dit: le Nord refusera de supporter un désengagement de l'Île de France ou une éventuelle dérive des coûts qui se traduirait par une augmentation de la contribution des collectivités. Troisième élément d'inquiétude: le président du conseil de surveillance de la société de projet chargée de porter le dossier n'a toujours pas été nommé.

Qui pour piloter la société de projet?

Or cette nomination est indispensable pour la mise en place de la société, censée faire l'objet d'un décret avant fin 2016. Xavier Bertrand aimerait que cette mission soit confiée à Jean-Louis Borloo, personnalité réputée «transpartisane» quand l'État veut à tout prix Rémi Puvros, le député PS du Nord qui a reconfiguré à la baisse le projet. Reconfiguration en

partie en trompe l'œil puisqu'elle aura consisté à «extraire» du coût total de l'ouvrage celui des plateformes sans lesquelles le projet n'a aucun sens. Ce qui fait dire au président du conseil départemental du Nord qu'il manque près de 900 MEUR, ces plateformes étant censées être financées par les collectivités. Pas de quoi inquiéter outre mesure Gérald Darmanin le vice-président chargé des transports à la Région Hauts-de-France pour qui les 500MEUR budgétés au titre des aléas de chantier devraient couvrir un éventuel désengagement de l'Île-de-France. Quant au financement des plateformes, il ne désespère pas d'impliquer les entreprises utilisatrices de l'infrastructure, sachant qu'il y a par ailleurs des recettes à prévoir. Enfin, s'agissant de la date butoir du 31 décembre, Gérald Darmanin rappelle que le délai pour l'ordonnance concernant la création de la société de projet peut être prorogé par une décision du Conseil d'État. Pas sûr donc qu'on y voit réellement plus clair à l'issue de la réunion de ce mardi. PHILIPPE FLUCKIGER ■



VP3 - FUSION,
ADMINISTRATION
GÉNÉRALE, AFFAIRES
JURIDIQUES...

En périphérie d'Arras, on se mobilise pour ne pas perdre La Poste

Par Géraldine Csizmadia
arras@lavoixdunord.fr Saint-Nicolas, Sainte-Catherine. Comme on peut le voir dans les zones rurales ou semi-rurales, La Poste a proposé d'ouvrir à Saint-Nicolas et Sainte-Catherine des agences postales communales. Ses services seraient alors relayés soit à la mairie, par un employé embauché par la Ville, soit chez un commerçant, avec des horaires et un éventail d'opérations réduits. Les élus s'y opposent. Ils veulent défendre le service public dans leurs villes, que l'on peut considérer, en matière de densité démographique, comme des quartiers de la ville centre. Pour cela, ils ont sollicité la direction de La Poste, la préfète, les parlementaires, le président de région, et adopté une motion... À

Saint-Nicolas, l'activité du bureau de poste a chuté de 15%. Selon nos informations, la perte d'un client professionnel, dont les colis sont désormais traités par le centre de tri, aurait alourdi les statistiques. La mobilisation citoyenne est désormais sollicitée, par le biais d'une pétition. Jeudi matin, 366 signatures avaient été recueillies. Un bulletin est à découper dans le magazine municipal Médio'mag, ou disponible à l'accueil de la mairie de Saint-Nicolas. Une urne est également posée au centre Chanteclair. À Sainte-Catherine, des réunions publiques sont prévues à la fin du mois (lire ci-dessous).

Une concertation?

Le maire de Saint-Nicolas, Alain Cayet, a rencontré la semaine dernière un représentant de la direction de La Poste. Il entend défendre jusqu'au bout le service de proximité: «On ne lâche pas. On a obtenu qu'une réunion se tienne, avant la fin de l'année, avec les communes concernées: Saint-Nicolas, Sainte-Catherine, Arras, Saint-Laurent-Blangy, mais aussi la CUA, les interlocuteurs du territoire, pour discuter de la façon dont on pourrait mettre en place une harmonisation. Je comprends qu'une entreprise doive restructurer, mais il y a des façons de procéder, il faut du dialogue, prendre en compte les habitudes des usagers...» ■



Des réunions à Sainte-Catherine

Mobilisé lui aussi depuis cet été contre le projet qui lui a été présenté par La Poste de manière singulière (le rendez-vous initial avait pour objet la mise en accessibilité du bureau de poste), le maire de Sainte-Catherine, Alain Van Ghelder va organiser des réunions publiques où le sujet de la fermeture du bureau de poste sera abordé.

«Tous les moyens sont bons pour garder notre bureau»

«La mobilisation existe. On verra quel sera le sentiment des gens, et en fonction, on verra ce que l'on fera. Ce sera peut-être une pétition, peut-être pas. En tout cas, tous les moyens

sont bons pour garder notre bureau de poste en tant que service de La Poste. C'est essentiel qu'il y ait une réelle mobilisation.» Réunions publiques à la mairie annexe de Sainte-Catherine, mardi 22 novembre à 19h, mercredi 23 à 15h et samedi 26 à 10h. ■



«Nous ne sommes pas un village!»

«Je l'ai tout de suite découpé et rempli, sinon, après, on oublie!», confie une usagère au sortir du bureau de poste médiolanaise, à propos de la pétition. «Ça ne serait pas pratique d'aller à Arras ou à Saint-Laurent-Blangy pour certaines opérations. Pour les personnes âgées, ça pose aussi une question: est-ce qu'ils se sentiraient en sécurité s'ils de-

vaient retirer une grosse somme d'argent au bureau de Poste principal d'Arras? C'est un service en moins, nous ne sommes pas un village!» Une mère de famille qui vient affranchir son courrier abonde: «La fermeture, on en parle: encore lors de l'installation du conseil municipal des jeunes, la semaine dernière, le maire nous a invités à signer la pé-

tition.» Le bureau est fréquenté par de nombreuses personnes âgées, comme cet homme qui expose son cas: «J'ai du mal à me déplacer. Je viens en bus, depuis les Nouvelles Résidences. Pour les retraits d'argent, ce sera moins pratique, surtout si l'on devait aller chez un commerçant!» ■



VP4 - DÉVELOPPEMENT
DURABLE, TRI, TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE...

L'État lutte contre la précarité énergétique

L'initiative Habitez Mieux, mise en place par l'Agence Nationale pour l'Habitation (ANAH) en 2011, a été créée pour permettre aux propriétaires d'un logement de plus de 15 ans de bénéficier de subventions pour lutter contre la précarité énergétique. À Calais, l'association SOLI-HA offre une aide et un conseil aux propriétaires qui voudraient bénéficier de l'aide de l'ANAH. Cette aide ne coûte rien au propriétaire, elle est prise en charge par la Ville.

Maître de chez soi

Selon les ressources du ménage, l'ANAH prend en charge 35 à 50% du montant des travaux si ces travaux permettent un gain de performance énergétique d'au moins 25%. Les subventions sont plafonnées à 7 000 et 10 000 euros. Cette aide peut s'accompagner de plusieurs primes des collectivités locales. Cette année, un éco-prêt de 20 000 euros sans intérêts a été mis en place en plus des aides pour permettre aux ménages

plus modestes de couvrir le reste des travaux à charge. «C'est une grosse décision d'entreprendre des travaux chez soi, il faut que la décision mûrisse, concède Nadine Baumlin. Dans tous les cas, ils restent maîtres de chez eux, c'est eux qui décident jusqu'ou ils veulent aller.» «Souvent les gens s'imaginent qu'il va falloir tout refaire du sol au plafond alors qu'il suffit juste de changer les fenêtres» Nadine Baumlin Une dizaine de dossiers sont ouverts à Calais et une centaine en tout ont été entrepris depuis 2011. L'AHNA avait estimé que 1 954 logements pouvaient bénéficier de subventions dans le département. Seulement 553 ont déposé un dossier. «Souvent les gens s'imaginent qu'il va falloir tout refaire du sol au plafond alors que souvent, il suffit juste de changer les fenêtres», note Nadine Baumlin.

Une opération nationale

L'objectif national était de 50 000 foyers bénéficiaires. L'objectif est

passé à 70 000 cette année et à 100000 l'année prochaine. «C'est une politique qui s'installe, assure Vincent Berton, sous-préfet de Calais. La précarité énergétique est une priorité gouvernementale. Cette initiative est très intéressante financièrement mais elle n'est pas assez connue.» «Par rapport à l'enveloppe départementale, que seuls 32% des crédits alloués ont été engagés. On a la capacité financière, il y a des moyens. Toute la ville peut en bénéficier», insiste Nadine Baumlin. Depuis 2011, 4 200 ménages ont bénéficié des aides de ce programme dans le Pas-de-Calais. Cette année le département dispose d'une enveloppe de 16 355200 euros. Ces moyens sont en hausse de 28 % par rapport à l'année dernière et ils seront renforcés l'année prochaine. Géraldine John ■



Ils ont bénéficié de ces aides énergétiques

Ils ont bénéficié de ces aides énergétiques Julie Mignonet et Florian Delacroix ont acheté leur maison en 2013. La maison choisie avait les sanitaires dehors et aucune isolation, alors il y avait tout à faire. « Elle était inhabitée depuis cinq ans. On ouvrait la porte d'entrée, on arrivait dans la cave et on voyait le ciel », raconte Florian Delacroix. « On nous a proposé de nous rapprocher de la Maison du Projet pour bénéficier d'aides », explique Julie Mignonet. Une fois leur projet approuvé, les travaux ont commencé. Le couple s'est

aussi rapproché de Cap Calais et de la Ville pour avoir des compléments d'aide. La Ville a versé une aide pour refaire la façade. « Le quartier est près du théâtre alors il y avait des critères à respecter. On était obligés d'avoir des fenêtres en bois à l'étage et les couleurs devaient être validées », ajoute-t-elle. La menuiserie, l'isolation, la ventilation, tout ce qui permet un gain énergétique entre dans le cadre d'Habitez Mieux. « On a fait intervenir des entreprises dans ce cadre-là, et le reste des travaux était à notre charge. » Ils s'étaient rensei-

gnés sur les aides possibles avant d'acheter leur maison. « On voulait faire des gains énergétiques. La maison était évaluée E avant les travaux, maintenant son étiquette énergétique est D. » « On n'aurait peut-être pas fait les mêmes travaux si on n'avait pas eu les aides, soulève Florian Delacroix. On aurait pensé différemment parce qu'il y avait des critères à respecter par rapport à l'isolation, et on n'aurait pas pu se permettre d'en faire autant. » ■



Qui contacter en cas de précarité énergétique?

Qui contacter en cas de précarité énergétique? « C'est quand on a des difficultés à payer ses factures, alors on ne se chauffe plus et l'habitat devient dégradé, ça peut aussi être l'humidité ou le fait d'habiter dans un foyer énergivore. La précarité énergétique c'est d'abord un ressenti », explique Nadine Baumin, chef du service habitat durable de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du Pas-

de-Calais. Les propriétaires qui estiment qu'ils sont en précarité énergétique peuvent se rendre à SOLiHA, une association au service de l'habitat et l'opérateur de l'Agence Nationale pour l'Habitation (ANAH) à Calais. Leurs bureaux se situent à la Maison du Projet au 48, rue du Château d'eau. Ils sont ouverts le lundi après-midi et toute la journée le mercredi. Le premier contact se fait sans rendez-vous. Sinon par téléphone au

03.21.22.90.98. Un diagnostic est établi et l'organisme détermine si vous avez droit aux aides de l'ANAH pour effectuer des rénovations énergétiques. Ces rénovations peuvent être des nouvelles fenêtres en PVC, la rénovation d'une chaudière, la pose de ventilateurs intérieurs, des travaux dans les combles, etc. ■



VP8 - CULTURE

Le retour des «bons plans»

Accueilli comme une bonne nouvelle dans le Nord-Pas-de-Calais où n'existait aucun dispositif de ce type, le lancement de la carte «Génération Hauts-de-France» au mois d'octobre avait suscité un certain mécontentement en Picardie. En apparence, le dispositif était moins généreux que la carte Cursus qu'elle remplaçait, créée en son temps par le conseil régional de Picardie. Au-delà en effet de l'aide à l'achat des livres scolaires et de l'aide au premier équipement pour les jeunes qui débutent un apprentissage, la carte «Génération» ne comportait plus les «bons plans» qui faisaient aussi le succès du dispositif en Picardie.

Des places à gagner

Une place de ciné offerte, des offres en matière d'activités sportives et culturelles... En 2015, plus de 6000 jeunes Picards s'étaient vus offrir des

places pour des rencontres sportives - football, handball, basket, hockey- ou des spectacles culturels; concerts, festivals, musique classique, cirque. Un vrai succès dont l'abandon avait laissé un vide. «Situation transitoire», affirmait alors la Région Hauts-de-France qui rappelait que le dispositif «bons plans» verrait un prolongement après renégociation des partenariats. Promesse tenue: lors de la récente commission permanente, la Région a voté un crédit de 124 000 euros destinés à abonder une première tranche de «bons plans» dans le cadre de manifestations organisées par la Région. Ces places sont notamment accessibles sur la base de jeux concours sur le site «www.generation-npdcp». Culture, cinéma, sport, santé, environnement, citoyenneté, transport, tourisme... Il devrait y en avoir pour tous les goûts. Pour autant, ce nouveau dispositif connaîtra-t-il le succès du

précédent? Pas sûr en effet que les jeunes Picards habitués à la carte Cursus et à son offre en matière de loisirs trouvent leur compte dans cette formule adossée à un système de jeux-concours. Le premier «bon plan» culturel lancé a été fréquenté par 85 jeunes joueurs, dont une grosse majorité de lycéens (62%), quelques apprentis (14%), et étudiants (13%), très peu de demandeurs d'emploi et... un salarié. Vingt-quatre jeunes ont gagné ce «bon plan» qui leur a donné accès à deux places pour une représentation à la Maison de la Culture d'Amiens. Plusieurs autres jeux-concours devraient être proposés chaque semaine jusqu'à la fin de l'année 2016 puis en 2017, avec des gros lots tels que des rencontres avec les sportifs, des découvertes des métiers. Reste aux jeunes à s'approprier le nouveau dispositif. PHILIPPE FLUCKIGER ■



Sylvain Crapez: « L'Arras Film Festival a vocation à changer d'échelle »

Propos recueillis par JEAN-JACQUES. D'Amore (CLP) arras@lavoixdunord.fr Arras. - Le festival qui s'achève fut-il à la hauteur de vos espérances ? « Sans hésitation oui ! Alors que la fréquentation des festivals de cinéma a baissé cette année de 5 à 10%, l'Arras Film Festival se maintient au même niveau que celui de l'an passé (40000 entrées). Au-delà des chiffres, je me réjouis surtout que le public ait trouvé son bonheur dans la qualité et la diversité de la programmation bâtie par Éric Miot et Nadia Paschetto, et dans la plupart des événements dans l'événement qui ont jalonné cette décade. Je ne vous cache pas non plus ma satisfaction d'avoir rencontré le Président de Région le soir inaugural. Sa présence est une première. L'une de ses déclarations aussi. Xavier Bertrand a en effet dit que le festival d'Arras était, je le cite, le festival de référence de la grande région, ayant vocation à se

déployer et essaimer sur d'autres territoires régionaux. L'Arras Film Festival vit une période de transition et a vocation à changer d'échelle. J'y vois là un réel encouragement. » - Qu'entendez-vous par changer d'échelle ? « Le festival continuera à se développer et étendre son rayonnement s'il est en capacité de tripler ses partenariats sur le territoire des Hauts-de-France (8 villes actuellement), d'aller beaucoup plus loin dans la promotion nationale des films européens sélectionnés à Arras, d'augmenter sensiblement son budget de communication pour partager avec un public encore plus large cet événement qui n'a aucun équivalent en France, si j'en crois les nombreux témoignages d'acteurs et de réalisateurs qui sont venus ici depuis l'an 2000. » - Que vous manque-t-il pour accroître le rayonnement du festival ? « Des moyens financiers, bien sûr, qui nous permettraient notamment de

renforcer l'équipe d'un chargé de mission, dont l'un des rôles serait justement de proposer des innovations et d'essaimer le festival sur une grande partie des Hauts-de-France. Éric et Nadia ont déjà énormément à faire pour construire une programmation réputée comme exceptionnelle, bâtir des opérations professionnelles comme les Arras'Days, faciliter la diffusion des films primés à Arras, imaginer de nouvelles collaborations avec des entreprises... Avec 700000 euros, le festival d'Arras ne dispose pas d'un budget en phase avec son envergure et le lien fort tissé avec le public et les artistes. Franchir la barre du million d'euros ne serait pas du luxe. Un festival jouant dans la même division comme celui de Lyon est doté de 3,7 millions. On n'en demande pas tant ! » ■



Noreen Nash était à l'affiche!

Le mystère est levé. Noreen Nash est donc la belle inconnue dont le visage incarna la 17e édition de l'Arras Film Festival. Éric Miot, son délégué général, l'a présentée lors de la soirée de clôture. Toujours en vie, Noreen Nash, de son vrai nom Noreen Roth, est née le 4 avril 1924 à Wematchee, aux États-Unis. Elle a joué dans quarante-quatre films et séries télévisées, de 1943 à 1962. Elle tint son propre rôle dans Hollywood Victory Caravan (1945) et le documentaire Love sex god (2012). ■



Palmarès: «Roues libres» rafle la mise

Compétition internationale. Atlas d'or, grand prix du jury Glory (Slava) de Kristina Grozeva et Petar Valchanov (Bulgarie/Grèce, 2016) Atlas d'argent, prix de la mise en scène. Anna's life (Anas Ckhovreba) de Nino Basilia (Géorgie, 2016) Coup de coeur du jury Roues libres

(Kills On Wheels/ Tiszta Szívvel) de Attila Till (Hongrie, 2016) Prix de la Critique Roues libres (Kills On Wheels/ Tiszta Szívvel) de Attila Till (Hongrie, 2016) Prix du public Roues libres Prix Regards jeunes Région Hauts-de-France Roues libres. AR-RASDAYS Bourse de 8 000 € offerte

par le Centre national du cinéma et de l'image animée à The Father de Kristina Grozeva et Petar Valchanov (Bulgarie) Bourse de 5 000 € offerte par la Ville d'Arras à D.M. (Dusan Makavejev) : Mysteries of freedom de Goran Radovanovic (Serbie). ■



Patrimoine culturel : un rôle pour les Réserves du Louvre dans la lutte contre le trafic

Par Yves Portelli
region@lavoixdunord.fr Région. - Quel sera le rôle du pôle de conservation de Liévin dans la gestion d'une partie des œuvres d'art récupérées après les saccages ? « Avant d'en arriver là, il faudra des années mais on peut très bien imaginer des restaurations effectuées à Liévin d'œuvres abîmées par la guerre en Irak ou en Syrie. Les Réserves constitueront un des maillons de la chaîne. Ce qui doit se mettre en place aujourd'hui, c'est une nouvelle organisation internationale. Notre vœu, celui du président de la République, c'est de mobiliser les professionnels du monde entier pour trouver des réponses communes aux problématiques de pillage, de destruction, de recel, etc. » - Quelles sont les solutions que vous préconisez ? « Notre premier rôle, c'est celui d'informer. Informer sur la nature des dangers encourus ; sensibiliser le public à une échelle jamais atteinte. Ce qui a changé, ce n'est pas l'ampleur des problèmes, c'est la manipulation de l'opinion publique par la propagande. C'est à nous, Louvre musée universel,

et tous les autres, de dire la réalité des choses, de faire en sorte que les gens se sentent concernés. C'est pour ça par exemple qu'on peut voir dans l'exposition du Louvre-Lens une représentation des centaines de trous creusés par les trafiquants de Daech sur le site de Khorsabad. » - D'où l'idée d'organiser des expos concernant des zones sensibles... « C'est l'une des préconisations mais au-delà, il s'agit de se doter des outils, juridiques notamment, d'enquête policière aussi, pour démanteler les réseaux de trafics d'œuvres d'art. Nous, musées, sommes responsables de ce qu'on achète. Il nous faut plus que jamais avoir la connaissance absolue de nos provenances et pour ça, il faut optimiser les habitudes de travail communes entre les pays, procéder à un travail d'archivage gigantesque sur le patrimoine existant, volé, disparu. C'est ce préalable qui va demander du temps. La fondation qui va voir le jour sera déterminante pour la suite des événements. » - Les 100 millions d'euros versés par la communauté internationale à la fondation serviront à tisser ce réseau ?

« Ce ne sont pas à proprement parler les 100 millions de dotation qui serviront mais les intérêts engendrés par le capital auquel on ne touchera pas. À ce niveau, ça peut rapidement donner des résultats et ainsi permettre d'aider à financer en permanence des initiatives. 5 millions par ici, trois millions par là. C'est un système vertueux qui devrait permettre de mettre en place au fil du temps toutes les mesures nécessaires sans jamais rencontrer des problèmes de financement. » - Et c'est pour cette raison qu'une délégation irakienne était présente à Lens à l'occasion de l'inauguration de l'exposition « Mésopotamie » ? « Durant un mois, ils ont rencontré des juristes, des politiques, des archéologues, etc. Tous ceux qui sont susceptibles de travailler davantage en réseau pour avancer et prendre le dessus. On ne doit pas pouvoir dire « on ne savait pas ». L'enjeu est là et le grand public doit le savoir. La délégation irakienne a beaucoup appris chez nous ; nous apprendrons beaucoup chez eux. » ■



Il rêve d'un sous-marin musée à Amiens

Un sous-marin à Amiens? Et après tout pourquoi pas! Sous le pseudo du Marquis de Seignelay, Thibault Lamidel est l'un des membres cofondateur d'EchoRadar et blogueur pour «Le fauteuil de Colbert». Etudiant-thésard en Sciences politiques, cet Amiénois enquille les articles et contributions fouillées sur la Marine Nationale. Dans sa dernière tribune, celui qui fut pendant un an aspirant dans la Marine nationale, défend l'idée d'un sous-marin transformé en musée à Amiens. Son regard se porte notamment sur l'Inflexible, un sous-marin lanceur d'engin (SNLE) promis au ferrailage. Pourquoi à Amiens? C'est dans la capitale picarde que reposent (au cimetière de la Madeleine) deux personnalités qui ont beaucoup donné aux sous-marins. Le romancier Jules Verne d'abord, et son célèbre Nautilus, véritable héros mécanique de *Vingt mille lieues sous les mers*. Mais aussi le contre-amiral Marie Isidore René Daveluy, à qui l'on doit l'invention du périscope pour les sous-marins. Cinq autres sous-marins ont déjà été reconvertis en musée. Tous, il est vrai, dans des villes portuaires, à l'exception de Paris (à la Cité des sciences et de l'industrie). «Le Redoutable sert déjà à cette fonc-

tion depuis 14 années, sans montrer le moindre signe de faiblesse et le public ne s'en lasse pas», affirme Thibault Lamidel. Qui ne se fait pas silencieux sur la faisabilité du projet. De prime abord compromise à tous les ponts.

Saucissonné en anneaux puis reconstruit

C'est d'abord le transport des plus de 7000 tonnes de l'engin qui rend le plus perplexe. «La navigation par la Somme serait impossible», barre de lui-même Thibault Lamidel. Qui pencherait donc plutôt pour une solution routière, «à la lenteur extrême qui pourrait avoir raison de toute bonne volonté». Il s'agirait alors de saucissonner en «anneaux» le sous-marin, pour le reconstruire à Amiens. Où il faudra encore - et ce n'est pas non plus le moindre des casse-tête - lui trouver un lieu assez grand pour poser ses 130 mètres de long. Le Marquis de Seignelay pencherait bien pour le parc de la Hotoie (et son grand bassin), voire le parc Saint-Pierre. On imagine d'ici les canonnades. Reste la question du coût. Et, une fois n'est pas coutume, c'est peut-être sur ce terrain que l'affaire semble la plus raisonnable. «La

transformation en musée d'un SNLE semble indolore et risque même d'être moindre que celui de son ferrailage. La refonte du Redoutable en musée coûtait 25 millions de francs de l'époque au ministère de la Défense soit 4,77 millions d'euros», chiffre le passionné. Qui le rappelle: de toute façon, la Défense devra bourse délier pour la fin de vie de «l'Inflexible» et des nombreux autres sous-marins français devenus obsolescents, qui finiront dans les années à venir au rancard. Pour l'instant, Thibault Lamidel admet n'avoir recueilli aucun soutien direct à sa proposition. Qui risque de finir aux abysses. D'autant que le chantier DCNS (direction des constructions navales) vient d'être choisi par l'État pour déconstruire à Cherbourg cinq sous-marins SNLE (l'Inflexible, le Terrible, le Foudroyant, l'Indomptable et le Tonnant). Les cinq coques rouillent en Normandie depuis leur retrait du service actif entre 1996 et 2008. Amiens pourrait-elle en sauver au moins une? Jules Verne ne l'avait-il pas dit lui-même: «Rien ne s'est fait de grand qui ne soit une espérance exagérée». Gaël Rivallain ■



Amiens métropole travaille à un parc numérique Jules-Verne

Un parc numérique et futuriste dédié à Jules Verne, à Amiens, où le célèbre écrivain est enterré. La Métropole en rêve. Loin d'être saugrenue, l'idée fait son chemin, un projet a d'ailleurs vu le jour il y a plusieurs mois, en partenariat avec un privé. Qui pourrait être Philippe Vidal, l'un des fondateurs d'Interactive Territory, une agence de design et d'ingénierie interactive parisienne à qui l'on doit la création du parc du Petit Prince à Ungersheim (Haut-Rhin) ou encore le développement de l'espace Globe de la cité de l'océan à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Le projet amiénois avance à faible allure mais la Métropole et son président Alain Gest ne désespèrent pas. La

collectivité étudie les pistes pour un meilleur montage juridique possible, notamment la création d'une Société d'économie mixte à opération unique. Elle mène aussi une réflexion sur la question des royalties car ce projet a vocation à être développé dans d'autres pays. Le cahier des charges de l'appel à projet est en cours de réalisation. On sait qu'Alain Gest est très attaché à la création de ce parc, il espère une inauguration en 2018, au plus tard 2019. L'emplacement choisi pourrait être le pôle Licorne qui regroupe le Zénith, MégaCité, le stade de la Licorne et l'hippodrome. La possible destruction des grands halls à MégaCité libérerait de l'espace pour accueillir ce

parc. À moins qu'il ne soit installé sur les terrains de l'ancien club d'équitation. Voire éventuellement en centre-ville, comme on l'a appris récemment. «J'ai toujours souhaité voir à Amiens quelque chose de marquant consacré à Jules Verne. C'est un investissement qui sera très raisonnable, assurait M. Gest. Une source d'attractivité pour Amiens et une renommée internationale quand on sait l'intérêt que porte la Chine ou d'autres pays pour Jules Verne.» L'élu veut aussi que le nom d'Amiens soit associé à celui du parc. «Amiens Jules Verne park» par exemple. Il se dit intransigeant sur ce point. BAKHTI ZOUAD ■



VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Le Fongecif Picardie s'unit au Nord Pas-de-Calais

La fusion des deux Fongecif Picardie et Nord Pas-de-Calais sera effective au 1er janvier 2017. Les deux organisations régionales paritaires (syndicats/patronat) l'avaient adopté le 24 juin. Ces organismes interprofessionnels ont pour rôle d'informer, conseiller et accompagner les salariés dans leurs projets d'évolution professionnelle. Le conseil est gratuit et confidentiel. Le

Fongecif participe au financement des actions de formation (notamment le congé individuel de formation CIF), au bilan de compétence et à la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE). En 2015, les deux structures avaient apporté leurs services à plus de 20 000 personnes. Le nouveau président, Patrick Brunnier (Medef) et son vice-président Yves Delannoy (CGT) sont tous deux issus

du Fongecif Nord Pas-de-Calais. Le Fongecif Picardie poursuit son activité jusque fin 2016. Il est présidé par Yves Furet (CGT), assisté de Stephan de Butler (Medef). Fongecif Picardie : 49 avenue d'Italie, 80094 Amiens. Tél.03 22 71 70 70 www.fongecif-picardie.fr ■



VP11 - LYCÉES

FAUT-IL RENVOYER LES PROFS À L'ÉCOLE ?

Éducation Faute de bons candidats, le recrutement des maîtres est moins sélectif. Et il est parfois compliqué de combler leurs lacunes.

Dans trois semaines sera rendue publique en France la nouvelle enquête Pisa, cette étude internationale menée par l'OCDE sur les performances scolaires des jeunes de 15 ans dans les pays industrialisés. Elle pourrait confirmer l'incapacité de l'école française à remédier aux lacunes de ses élèves les plus fragiles.

Et si, face à ce constat, on cessait de décortiquer les notes des enfants pour s'intéresser aux performances de leurs professeurs ? La question est taboue, et pourtant, cette partie immergée de l'iceberg éducatif est le nerf de la guerre pour l'égalité des chances.

Au risque de marteler une évidence, « ce sont les enseignants qui font la qualité de l'enseignement, rappelle la présidente du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco), Nathalie Mons. La question n'est pas tant de savoir si les professeurs sont bons, mais plutôt de savoir si le système leur permet de s'adapter aux défis d'aujourd'hui ». Et la réponse, clairement, est non.

Non seulement la formation continue des professeurs est quasi squelettique, mais les politiques de recrutement, caractérisées depuis au moins dix ans par des à-coups sans rapport avec les besoins sur le terrain, aboutissent à diminuer mécaniquement le niveau global des candidats aux concours, qui se présentent à bac + 4 à l'issue de leur master 1. C'est ce que montre le rapport du Cnesco, présenté lundi dernier. On y apprend qu'en 2015, dans l'académie de Créteil, le dernier recruté au concours de professeur des écoles a obtenu 8/20 aux épreuves. C'est déjà mieux qu'en 2014, où la note du dernier reçu culminait... à 6/20.

Après des années de restrictions budgétaires, et la suppression de 80 000 postes sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, l'Education nationale a ouvert en grand, depuis 2013, les vannes du recrutement, avec un objectif de 54 000 emplois. Mais « il faut en moyenne entre deux et quatre ans pour que la courbe des inscriptions suive celle des postes offerts », explique Pierre Périer, l'un des auteurs du rapport.

Dans le privé comme le public

Les académies les moins attractives, comme Créteil, Versailles, Amiens ou Reims, sont les premières à manquer de candidats de bon niveau, dans le privé comme dans le public. A l'inverse, à Rennes, où le niveau scolaire est parmi les plus élevés de France, seuls 20% des postulants sont admis dans les Ecoles supérieures du professorat en primaire, ce qui garantit un excellent niveau théorique des jeunes enseignants. « Ces académies bénéficient d'un contexte social plutôt favorisé, elles produisent de bons bacheliers, qui vont devenir de bons enseignants et de bons candidats, analyse Nathalie Mons, la présidente du Cnesco. C'est un cercle vertueux. » Un cercle dont les élèves en difficulté, des banlieues parisiennes défavorisées, sont bel et bien exclus. ■

Plus le taux de réussite au concours est élevé, moins celui-ci est sélectif. Et, donc, moins le niveau des enseignants recrutés est élevé.



Egalité des chances ?

On aime les profs et l'école républicaine. Du moins l'idée qu'on s'en fait, celle défendue par Jaurès et Ferry, celle qui a toujours visé l'excellence. Cet enseignement public qui savait distinguer le talent, quelle que soit son origine sociale ou géographique, et faire qu'il s'épanouisse. Mais les enseignants sont devenus les mal-aimés de la République, chahutés en classe, mal payés et mal formés par un système incapable de s'adapter aux exigences de l'école d'aujourd'hui. Le résultat, c'est que leur niveau baisse. Celui des enfants aussi, notamment, comme pour ajouter une injustice à l'injustice, ceux des secteurs défavorisés. ■



Avez-vous rencontré des problèmes avec vos profs ?

Propos recueillis par Maéva Lahmi

L.-Guillaume François
23 ans, étudiant

Bordeaux (33)

Non jamais. Par chance, j'ai eu des professeurs exceptionnels, qui ont su partager leur savoir. J'ai beaucoup d'admiration pour les enseignants qui aident les élèves à prendre confiance en eux. Je donne moi-même des cours du soir et c'est ce que j'essaie de faire aussi. Je trouve que c'est le plus beau métier du monde.

Anna André

18 ans, élève infirmière

Poissy (78)

Parfois, oui. Au collège, mes professeurs étaient très précis et intéressants. En revanche, au lycée, ils laissaient les élèves travailler seuls et, parfois, certains ne donnaient pas assez de détails ou d'explications. Je ne

pouvais pas non plus aller les voir à la fin des cours pour leur demander davantage de précisions.

Tony Buval

64 ans, retraité

Chaumontel (95)

Moi, non, mais mes petits-enfants, souvent. Ils m'ont expliqué que les cours n'étaient pas toujours complets à cause de l'absentéisme. Ils font également beaucoup de fautes d'orthographe, car les professeurs n'osent plus se montrer stricts. Ils doivent donc souvent compléter leurs cours par un travail personnel.

Aurore Evène

75 ans, retraitée

Évreux (27)

Rarement. En tant qu'ancienne psychologue scolaire, j'ai eu peu de problèmes avec les enseignants. Je me

souviens simplement d'un prof d'histoire qui donnait énormément de travail à ses élèves. Il leur apprenait des choses qui, selon moi, manquaient de pertinence et n'avaient pas beaucoup d'intérêt.

Frédéric Sanyas

42 ans, consultant

Clichy-la-Garenne (92)

Oui, cela m'est arrivé. L'un des enseignants de ma fille donnait des cours incomplets, notamment en français. Il montrait souvent à ses élèves des vidéos qui manquaient de pertinence ou oubliait des éléments importants. J'ai eu des difficultés à comprendre sa pédagogie, mais, le problème, c'est que les parents peuvent difficilement intervenir. ■

LP/Philippe Lavieille



Le casse-tête des postes non pourvus

En banlieue, le défi est à la fois d'attirer des recrues et de les inciter à rester.

Une boutade circule parmi les parents d'élèves à la sortie des cours de récré de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : « Les plus anciens dans l'école ne sont pas les enseignants... mais les CM 2. » La vanne est aussi une vérité : les académies de banlieue parisienne, dont les classes connaissent les difficultés les plus importantes, cumulent également les handicaps en salle des maîtres.

C'est là que l'embauche de contractuels non formés, que la proportion de nouveaux enseignants peu accompagnés et que le turn over des équipes sont les plus importants. C'est là aussi que les concours de recrutement affichent les seuils d'admission les plus bas, forçant chaque année l'administration à laisser des postes vacants faute de candidats sérieux pour les occuper. Cette année, dans l'académie de Versailles, 112 postes sur 1745 n'ont pas été pourvus. Ils le seront par des contractuels qui n'ont passé aucun concours. Un constat peu rassurant pour les parents, que les inspecteurs s'efforcent de tempérer. « Les candidats que j'ai face à moi sont très hétérogènes : il y a des gens en difficulté et d'autres

franchement brillants », confie l'un d'eux, qui fait passer les oraux à Créteil.

turn over et Inexpérience

Une fois les résultats proclamés, les admis formulent des vœux sur les écoles qui les attirent : les mieux classés étant servis en premier, les plus faibles se retrouvent dans les écoles les moins réputées. « On sait bien qu'on envoie les enseignants les plus fragiles dans les zones où l'on aurait, au contraire, besoin des professeurs les plus affermis. C'est un problème réel », concède Patrick Roumagnac, le secrétaire général du Sien-Unsa, principal syndicat des inspecteurs du primaire. Et sur le terrain, le turn over « rend encore plus visible l'inexpérience », explique Delphine, mère de deux enfants de CM 1 et CM 2, et membre du collectif des Bonnets d'âne, qui milite pour obtenir des instituteurs nombreux et formés à Saint-Denis. « Chez nous, la possibilité pour les nouveaux enseignants de prendre appui sur les plus expérimentés n'existe pas. »

Consciente du problème, l'administration s'efforce de réagir. A Versailles, la plus grande académie de France, s'est créé un pôle chargé de repérer des talents et de les inciter à embrasser la carrière d'enseignant. A Créteil, le ministère de l'Education organise depuis deux ans un « deuxième concours », ouvert à tous les étudiants de France, pour recruter à partir d'un public plus large et d'un niveau plus élevé. L'académie a aussi créé cette année « 40 emplois spécialement dédiés à l'accompagnement des professeurs stagiaires, des nouveaux enseignants et des contractuels », explique Laurent Noé, l'inspecteur en charge des écoles au rectorat de Créteil.

Si ces politiques permettent une amélioration du recrutement, l'attractivité des académies perçues comme difficiles reste en berne. L'an dernier, en Seine-Saint-Denis, un instituteur sur cinq a demandé sa mutation hors du département. ■

La banlieue parisienne peine à attirer de nouveaux professeurs et à leur donner envie d'y rester une fois qu'ils sont en poste.



Les pistes pour s'en sortir

La France découvre bien après ses voisins étrangers le problème du recrutement des enseignants. « Nous n'avons pas cette culture des grandes politiques pour les métiers de l'éducation qu'ont mises en place depuis longtemps d'autres pays », note Nathalie Mons, la présidente du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco).

Valoriser l'image des profs

Parmi les pistes inspirées de l'étranger figure le développement d'une politique de valorisation du métier, grâce à des campagnes de communication ou des avantages sonnants et trébuchants. Des exemples ? En Allemagne, on organise des cérémonies publiques pour l'entrée en fonction des nouveaux

profs ou pour leurs départs en retraite. A Singapour, on réserve aux enseignants des plans d'épargne avantageux. En Grande-Bretagne, ceux qui choisissent des matières touchées par la pénurie peuvent se voir rembourser leurs prêts étudiants.

Inciter aux reconversions

Le Cnesco table aussi sur l'idée « d'attirer des professionnels en milieu de carrière qui cherchent une reconversion », résume Nathalie Mons. Le Conseil suggère de prendre en compte au moins une partie de l'ancienneté professionnelle de ces recrues pour éviter de les faire démarrer tout en bas de l'échelle des salaires des profs (environ 1 700 €). En 2015, un quart des admis au

concours de professeur des écoles étaient déjà dans la vie active.

Rendre obligatoire la formation continue

Quasi inexistante aujourd'hui, ou organisée pour répondre au coup par coup aux réformes en cours, la formation continue des enseignants, de l'avis des chercheurs du Cnesco, aurait besoin d'une sérieuse relance, et d'un caractère obligatoire. A Singapour, dont le système scolaire est l'un des plus performants, les enseignants voient leur salaire augmenter en fonction des formations qu'ils suivent.

■

par Ch.b.



« La crise est localisée »

Pierre Périer, professeur en sciences de l'éducation à l'université Rennes-II

Pierre Périer est l'auteur d'une étude sur l'attractivité du métier d'enseignant, publiée la semaine dernière par le Conseil d'évaluation du système scolaire (Cnesco).

Le niveau des enseignants joue-t-il sur les performances des élèves ?

PIERRE PÉRIER. Oui, il existe un « effet maître ». La recherche a montré que la formation de l'enseignant, ses connaissances et ses pratiques expliquent entre 12 % et 25 % des écarts de progrès entre les élèves. Même si le professeur n'est pas l'élément principal qui explique la réussite ou l'échec scolaire, c'est un déterminant non négligeable. Cet « effet maître » joue davantage sur les enfants en difficulté que sur ceux qui ont déjà de bons résultats.

Après des années de suppressions de postes, l'Etat recrute à tour de bras des professeurs des écoles. Sont-ils tous au niveau ?

Entre 2012 et 2016, les chances de réussir le concours ont été multipliées par deux. Il existe une crise localisée du recrutement. En Ile-de-France, on doit recruter massivement pour couvrir les besoins dans un contexte de hausse démographique importante. Quand on atteint le ratio de 1,3 candidat pour un poste au concours, dans l'académie de Créteil en 2015, c'est critique. Mais l'alternative est la suivante : soit il n'y a pas d'enseignant titulaire devant les classes, soit on accepte de baisser le seuil d'exigence au concours.

C'est grave ?

Le niveau académique, mesuré par les épreuves, ne dit pas grand-chose de la capacité à transmettre le savoir en classe. Le problème n'est pas tant le seuil auquel sont recrutés les enseignants que l'accompagnement dont ils bénéficient ensuite. Les enseignants sont recrutés à un niveau bac + 4 et suivent une formation d'un an, au cours de laquelle ils peuvent rattraper d'éventuelles faiblesses.

Et ensuite ? La formation continue est-elle satisfaisante ?

Non, les professeurs en France ont moins de jours de formation que dans les autres pays européens. Et quand elle est organisée, elle ne correspond pas à leurs besoins. ■

DR

Propos recueillis par Ch.B.



VP12 - RÉNOVATION
URBAINE, LOGEMENT,
INNOVATION NUMÉRIQUE...

Le geste avant la parole: quand un robot peut détecter les intentions des gens

Par Jean-Marc Petit
economie@lavoixdunord.fr
Tourcoing. Peut-on dialoguer avec un robot? Ou plutôt, un robot est-il capable de comprendre l'humain au point d'interagir avec lui sans l'aide de la parole? Cette question, les écrivains de science-fiction se la sont souvent posée. À la Plaine Images de Tourcoing, les chercheurs de l'Equipex (équipement d'excellence) IrDIVE (Recherche et innovation dans les environnements visuels numériques et interactifs), coordonnés par Yann Coello, y ont apporté une réponse probante. Au sein de cet espace unique en Europe, où se côtoient cogniticiens, neuropsychologues, informaticiens, mais également vidéastes, on a, pour la première fois, réussi à démontrer qu'on pouvait détecter les intentions sociales de nos gestes, les modéliser in-

formatiquement afin qu'un avatar virtuel puisse les anticiper et interagir naturellement avec l'humain.

Intelligence artificielle autonome

«Votre esprit est dans votre geste», explique Yann Coello, «on peut détecter les intentions des gens». Quand on est à table, prendre un verre peut signifier que l'on va boire, que l'on veut être servi, que l'on veut offrir son verre à quelqu'un, ou bien qu'on pense le jeter à la figure de son voisin... L'équipe de Yann Coello et de l'informaticien Mohamed Douari a réussi à modéliser sous forme d'algorithmes les variations parfois infimes d'un même geste qui déterminent son intention sociale non verbalisée. «Chaque humain a la faculté visuelle implicite d'anticiper

l'intention motrice d'un geste», explique Yann Coello. Pour une intelligence artificielle, ce n'est pas aussi simple. D'où l'aspect révolutionnaire de ces recherches. «En démontrant qu'on peut détecter les intentions sociales, et en validant les algorithmes qui permettent de modéliser les gestes, nous pouvons rendre l'intelligence artificielle plus autonome.» Imaginez un robot qui peut ainsi assister une personne handicapée ou dépendante sans avoir besoin de lui parler, qui s'adapte à son comportement. Imaginez des jeux vidéos en immersion virtuelle totale où les avatars interagissent psychologiquement avec vous. Imaginez aussi des systèmes de vidéoprotection où l'on peut anticiper les comportements agressifs... Tout est possible, le meilleur comme le pire. ■



Bienvenue dans la réalité virtuelle du SCALab

Ici, vous croisez des informaticiens, des psychologues, des linguistes, des spécialistes des neurosciences, de l'intelligence artificielle, des artistes vidéastes, des philosophes... Ici, vous travaillez avec des caméras multispectrales, des capteurs, des casques de réalité virtuelle. Le 12 décembre prochain y sera inauguré l'espace de réalité virtuelle le plus innovant au monde, un écran en demi-courbe où vous êtes totalement immergé dans l'image. Bienvenue au SCALab, laboratoire des «sciences cognitives et affectives» où travaillent près de 80 personnes dans six laboratoires réunis

sous un même toit à la Plaine Images de Tourcoing. Cette unité de recherche multidisciplinaire, placée sous la tutelle des Universités de Lille et dirigée par Yann Coello, travaille sur toutes les disciplines scientifiques dédiées à la pensée humaine, animale ou artificielle: langage, mémoire, vision, action, relation sociale. Ici, on analyse la vision, on décrypte le langage, on travaille sur les émotions et les croyances, on essaye notamment de comprendre comment le virtuel modifie notre rapport à la réalité. Les domaines d'application de ce centre de recherche et d'innovation unique en France sont

immenses: dans la santé avec la prévention, la rééducation, le diagnostic ou l'accompagnement sur le plan des pathologies mentales et/ou somatiques. Il peut intervenir aussi dans le domaine de la création avec les possibilités infinies de la réalité virtuelle et dans tous les domaines de l'entreprise avec la mesure et l'évaluation des réponses comportementales ou émotionnelles. J.-M. P. Le jeudi 24 novembre, le SCALab organise des rencontres autour de la réalité virtuelle. ■



Otonohm, la solution nomade pour ne jamais tomber à plat (de batterie)

Par Jean-Marc Petit
economie@lavoixdunord.fr
Lille. Dans notre société ultra-connectée, où l'on ne peut plus se passer de nos jouets électroniques, quelle est la première angoisse du geek, du cadre, de l'ado, du quidam moyen (barrez la mention inutile)? Être dans un endroit où il n'y a pas de réseau? C'est de plus en plus rare. Non, c'est que la batterie du smartphone, de l'ordinateur portable, de la tablette (rebarrez la mention inutile) lâche, et donc se retrouver coupé du monde, sans pouvoir la recharger.

Nomade

Parce qu'il avait été confronté à ce problème dans un train, Christophe Piquemal a décidé d'inventer des solutions d'énergie nomades. Otonohm est ainsi le premier sac à dos équipé

d'un système de recharge autonome, compatible avec tous les types d'appareils électriques nomades. Après un parcours professionnel alambiqué dans l'univers du médical, du textile, de l'habillement, et des bornes de recharge électrique (déjà), ce Perpignannais d'origine a installé son entreprise (ID-NRJ) en juillet dernier au sein de l'incubateur, puis de l'accélérateur d'Euratechnologies.

Brancher le portable ou la voiture!

«Notre prototype de sac à dos a intéressé les magasins Boulanger qui le distribuent» (entre 229 et 279 euros selon le type de batterie intégrée). «Le sac est équipé d'une prise secteur 230 V, en plus de 4 prises USB et d'une prise allume-cigare, de quoi permettre de recharger rapidement

et simultanément ordinateur portable, smartphone, tablette, GPS, appareil photo, enceinte, caméra, lampe, glacière, etc». Mais Otonohm (déjà 500000 produits vendus) propose aussi une batterie de secours de poche avec prise USB et une prise «croco» capable de faire redémarrer une petite voiture ou une moto. Otonohm, c'est également une lampe camping à led ultra puissante avec batterie intégrée pour recharger son portable ou son GPS dans la nature, une plaque de cellules photovoltaïques pour redonner du jus à ses batteries grâce au soleil. «On vise aussi le marché des randonneurs, des sportifs, en fait tous ceux qui se déplacent en ayant besoin d'énergie pour rester connectés.» ■



DIVERS

«Le décrochage est l'un des signes qui indiquent qu'un enfant va mal»

PAR CARINE BAUSIÈRE
villeneuve-
dascq@lavoixdunord.fr FACHES-
THUMESNIL. Fin 2015, Faches-Thu-
mesnil quittait le CIPD. Le maire, Ni-
colas Lebas, estimait ses missions
trop sociales, pas assez sécuritaires.
Depuis, la municipalité a investi dans
des caméras de vidéosurveillance qui
arriveront début 2017 et accentué sa
propre politique de prévention.
«Nous avons lancé en septembre une
nouvelle action de prévention jeu-
nesse (APJ), confirme Christelle Via-
teur, adjointe chargée du projet. Elle
est financée à 100% par la commune,
avec les 32000€ qui étaient attribués
au CIPD.» L'initiative est calquée sur
le dispositif de réussite éducative
dont bénéficie depuis 2008 le quar-
tier de Thumesnil en Nord, dans le
cadre de la politique de la ville.
«Nous avons étendu le principe de
lutte contre le décrochage scolaire à
d'autres établissements, reprend
l'élue. Nous pensons que ce décro-
chage est l'un des signes précurseurs

qui indiquent qu'un enfant va mal.
Plus vite on les décèle, mieux on peut
aider.»

Seize enfants depuis septembre

Le collège Mermoz et les écoles Sand,
Pasteur-Curie ont intégré l'APJ, fai-
sant glisser le curseur vers les quar-
tiers de la mairie et des Cinq-Bon-
niers. Des choix ciblés et assumés.
«Nous nous sommes basés sur les
chiffres de la CAF. On trouve dans ces
secteurs beaucoup de foyers à la si-
tuation fragile.» Justine Fargues, co-
ordinatrice du dispositif de réussite
éducative, a étendu son action à ces
nouvelles classes. Depuis 2008, elle
a suivi 48jeunes, issus de 28 familles
dans le quartier de Thumesnil en
Nord. Ces trois derniers mois, les res-
ponsables des établissements sco-
laires entrés dans l'action de préven-
tion jeunesse ont orienté vers elle 16
enfants supplémentaires, avec
l'accord de leur(s) parent(s). La jeune

femme, qui entre dans les foyers, doit
cibler les besoins, le suivi à mettre
en place et oriente ensuite les éco-
liers et/ou collégiens vers les séances
d'accompagnement scolaire indivi-
dual. Des rendez-vous que Benoît
(prénom d'emprunt), suit depuis le
CM2. «C'était un élève volontaire
mais confronté à plusieurs freins, ex-
plique Justine. Les efforts fournis
n'aboutissaient pas, c'était découra-
geant, il aurait pu renoncer. Il a bé-
néficié de ce coup de pouce et les ré-
sultats se sont révélés très
concluants.» Un sourire timide aux
lèvres, Benoît approuve. Aujourd'hui
en quatrième, il se sent «en
confiance» et a repris les choses en
mains grâce à ses deux accompa-
gnateurs: Charles Milenga, spécialiste ès
mathématiques-théorème-et-réci-
proque et Delphine Pasquier, «oui,
comme la brioche», qui aime jouer
avec les mots pour mieux les faire en-
trer dans les têtes de ses élèves. Si
possible bien écrits et conjugués! ■



TROIS QUESTIONS À...

«Continuer à investir sur la prévention auprès de la jeunesse»

-Constatez-vous une réelle incidence sur le fonctionnement du CIPD après le départ de Faches-Thumesnil? «Pour l'instant, nous n'avons pas eu recours à des licenciements secs, puisque des départs naturels ont eu lieu (mutations d'éducateurs, etc.). Notre surface d'intervention est passée de sept à six communes mais la mission reste la même, autour de deux grands axes: de la prévention auprès des scolaires de la primaire au collège et du suivi sociomédical avec le point accueil Oxygène.» -Com-

ment envisagez-vous l'avenir? «Certains de nos actions étaient en partie financées par le Département, l'État, or on nous coupe les robinets à ces étages-là. Nous avons dû toucher cette année à l'épargne nette de notre fonds de roulement. Notre situation financière reste très saine mais il est évident qu'on ne pourra pas tenir dix ans sans toucher aux effectifs.» -Le maire de Faches-Thumesnil n'était plus en accord avec la politique de prévention du CIPD. Quel est votre avis à ce sujet? «Moi,

elle me va bien. Les deniers publics doivent servir à un véritable investissement sur la prévention auprès de la jeunesse et nous devons trouver de nouvelles actions complémentaires. Je viens d'être nommé au conseil métropolitain de prévention et de sécurité, où je suis rapporteur de la sous-commission prévention de la récidive. Avec Benoît Tryoen, le directeur du CIPD, nous allons réfléchir et développer des actions dans ce sens-là.» ■



POLITIQUE RÉGIONALE

Le président avoue

Le président avoue Xavier Bertrand (photo) l'a dit sans fard lundi 7 novembre devant les étudiants de l'IAE, pour bien souligner combien il est aujourd'hui uniquement concentré sur son mandat de président de région: «Auparavant, j'étais un cumulard. En politique, vous n'êtes jamais concentré sur ce que vous faites. Quand vous êtes maire, vous voulez être parlementaire, puis ministre. Quand vous êtes ministre, vous voulez un plus gros portefeuille mais vous revenez quand même dans votre circonscription pour être sûr de la retrouver au cas où... Concentrez-vous sur votre vocation d'entrepreneur. Les paroles des politiques ne valent plus rien, il faut des actes», a-t-il lancé avant d'ajouter: «Mais allez voter!» Quand même. Gauche caviar mais offensive Maryse Lion-Lec (PS) a encore énervé son monde en conseil municipal d'Amiens où elle a demandé au maire d'afficher davantage de générosité et de solidarité à l'égard des migrants. «Elle n'a qu'à les accueillir chez elle», «dans sa villa avec piscine», «sur la côte», ont grommelé plusieurs élus. L'élue socialiste, à qui ces propos ont été rapportés, a vivement regretté: «Ils auraient dû le dire tout haut, cela aurait élevé le débat et je leur aurai répondu volontiers». Cardon, démission! Le départ de Didier Cardon du groupe PS au conseil municipal continue de faire réagir. «Il a été élu

avec l'étiquette PS, il n'est plus d'accord avec le PS, il aurait dû démissionner, pas seulement quitter le groupe», disent ses camarades. Dans ce cas, ce serait Laurent Beuvain (PCF) qui lui succéderait. Encore un élu de poids. Les cabinets sentent la rose C'est un adjoint proche de Brigitte Fouré qui l'affirme: «L'ambiance est aujourd'hui des plus radieuse aujourd'hui entre les deux cabinets», celui du maire Brigitte Fouré (UDI), et celui du président de l'agglomération, Alain Gest (LR). À cela une bonne raison: ils souhaitent tous les deux la victoire d'Olivier Jardé (UDI), 63 ans, aux législatives de 2017. Pour mémoire, ce dernier est en concurrence avec Hubert de Jenlis (UDI) 47 ans, qui a obtenu l'investiture de l'UDI. Et qui, surtout, pourrait faire de l'ombre à tout ce beau monde en cas de victoire. À quoi ça tient, les alliances en politique. Trop femme, trop jeune Même après son étonnante victoire aux élections à la CCI Amiens, il se trouve encore de bonnes âmes pour semer le doute sur les qualités de Fany Ruin (CGPME), 40 ans, chef d'entreprise à Ailly-sur-Noye (photo). «Elle manque d'expérience à ce niveau, ses colistiers aussi. Les compétences étaient vraiment sur l'autre liste», s'inquiète ainsi un cacique. Ce à quoi, un vieux routier des CCI du Nord-Pas-de-Calais répond: «Faux problème! C'est un grand classique, les

vieilles gardes du Medef qui ne savent pas décrocher. On a déjà eu le cas chez nous, où un jeune de la CGPME avait été élu ainsi à la surprise générale. Depuis, ça se passe très bien». La condescendance des Lillois Nicolas Decayeux, 46, ans, président du Medef dans la Somme, qui lui, incarne la jeune garde du patronat dans la Somme veut d'abord voir l'avenir, après ces élections à la CCI. «On doit tous être unis pour défendre le territoire et il faudra être précis sur ce que l'on fera à Lille, avec la CCI Hauts-de-France. On ne devra pas se contenter du tourisme et de l'agroalimentaire. Il faudra aussi défendre I Trans, le hub énergie...» Et de témoigner: «Lorsqu'on est reçu à Lille, ils nous disent toujours ce qu'ils font, à aucun moment ils ne s'intéressent à qui on est, ce que l'on fait. C'est assez étonnant». Qui c'est la ministre? Le 11 novembre à midi, alors que les enfants étaient bien en place au pied du monument aux morts à Boves et que des personnalités se préparaient pour la cérémonie, de petites jeunes filles s'interrogeaient: «C'est qui la ministre?». Le maire Daniel Parisot, entendant la question, a différé le début de la cérémonie pour que Barbara Pompili, secrétaire d'Etat à la biodiversité vienne se présenter et causer avec ces jeunes enfants intéressés par la vie publique. ■



Patrice Vergriete et le PS «échangent»

«Je serai toujours de sensibilité de gauche.» Patrice Vergriete pourrait être aujourd'hui l'homme fort de cette Gauche locale. Jusqu'alors incarnée par Michel Delebarre, à travers le Parti socialiste. Un costume politique que l'élu refuse toutefois de porter. Depuis la campagne des dernières élections municipales, une rupture s'est opérée entre le PS et Patrice Vergriete. Aujourd'hui, celui qui avait adhéré au Parti socialiste en 1993 a toutefois renoué contact avec le parti de la rose. «Ça s'est fait naturellement, ce n'est ni moi, ni le parti qui avons fait le premier pas...» Le maire de Dunkerque rappelle qu'il n'a jamais voulu quitter le PS, mais bien Michel Delebarre: «Je me retrouve élu dans une équipe municipale et je ne partage plus des valeurs et des projets défendus par le maire.» Comme l'Arena, l'aménagement du centre-ville ou la politique économique mise en place par l'ancienne municipalité. «Quand on n'est plus en phase, soit on propose autre chose, soit on part.» Patrice Vergriete quitte son poste en mai 2013 et, par la même occasion, le Parti socialiste: «J'ai appelé le premier secrétaire fédéral pour l'avertir de ma démission d'adjoint de Michel Delebarre. Il m'a dit qu'à Dunkerque, le PS, c'est Mi-

chel Delebarre... Donc j'ai quitté le PS.»

Quid de Patrice Vergriete et du PS

Trois ans plus tard, plusieurs rumeurs circulent évoquant le retour de Patrice Vergriete au PS. «Je m'entends bien avec la majorité des militants à Dunkerque.» Mais l'élu insiste et martèle: il n'est pas adhérent au Parti socialiste. «Je ne crois plus à un grand parti centralisé, unique et hiérarchisé.» Patrice Vergriete ne nie pas pour autant de nouveaux échanges avec le PS. Mais pas à l'échelle dunkerquoise: «C'est plus difficile de renouer des contacts avec le PS local.» Plus simple avec la fédération du Nord: «On a un ennemi commun clairement identifié: le FN. Je crois plus à une logique d'alliances fédérales autour de projets; comme à la Cud avec Damien Carême, David Bailleul ou Bertrand Ringot.» Il affirme que rien ne se prépare en vue des élections de 2017.

Des échanges pour quoi faire?

De ces échanges avec le PS, il résulterait des analyses de la situation po-

litique avec la montée de l'extrême droite, l'évolution des partis politiques... Patrice Vergriete avoue recevoir des appels du pied de plusieurs partis, dont le PS. «Pas de Martine Filleul, mais d'autres membres oui. Aujourd'hui, je n'ai pas l'intention de reprendre ma carte au PS; demain, je n'en sais rien.» Le maire sait aujourd'hui qu'il peut être LE rassembleur de cette Gauche en manque de repères depuis la mise en retrait de Michel Delebarre. Mais il n'en sera rien pour le moment. «Je veux être le rassembleur des Dunkerquois.» Lesquels ont validé son choix de se présenter contre l'ancien maire. «Et je ne regrette absolument rien.» Sa principale ambition: rassembler les Dunkerquois autour d'un projet. Y compris les sympathisants du PS: «Des militants qui étaient sur la liste de Michel Delebarre, ceux qui ont tourné la page, me disent leur satisfaction sur les bus gratuits, les états généraux de l'emploi local, le développement de la station balnéaire, l'évolution de la démocratie participative...» Les contacts sont réels avec le Parti socialiste. Reste à savoir à quoi, concrètement, ils aboutiront. Rémi FOULON ■



POLITIQUE NATIONALE

Michel Sapin : Attractivité : « Il faut que les députés considèrent l'intérêt général »

Le gouvernement continue son marathon budgétaire. Le projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2016 doit ainsi être présenté vendredi. Une étape importante pour un exécutif décidé à tenir ses déficits publics, alors que sa trajectoire budgétaire a été confortée la semaine dernière par Bruxelles. Le texte est aussi l'occasion de présenter de nouveaux outils pour l'attractivité du pays, alors que Paris veut accueillir les investisseurs effrayés par le Brexit.

Question : Les différentes mesures prises par le gouvernement en faveur de l'attractivité suscitent des tensions avec la majorité. Cela brouille-t-il le message aux investisseurs ?

Les débats sur les actions gratuites ou la taxe sur les transactions financières ont attiré l'attention. Mais le plus important, ne l'oublions pas, c'est que le projet de loi de finances 2017 prévoit aussi une baisse du taux de l'IS de 33,3 % à 28 %. Nous engageons cette démarche sur quatre ans, en commençant par les PME et en terminant par les grandes entreprises. Tous les investisseurs m'ont dit que cette question était cruciale pour l'attractivité, et c'est donc un signal fort donné par la France qui ramènera son taux d'impôt sur les sociétés dans la moyenne européenne. Cette mesure a été votée à une large majorité à l'Assemblée, ce qui n'avait rien d'évident a priori. Dans ce contexte, je ne vois pas qui reviendrait sur une telle disposition.

Question : Le consensus a été atteint moyennant une extension du taux réduit de 15 % à l'ensemble des PME. Quel en sera le coût ?

Le coût de cette mesure est faible. Cela ne pèse pas dans le débat.

Question : D'autres mesures font nettement moins consensus dans la

majorité. Appelez-vous les parlementaires à la raison ?

Effectivement, il faut que les parlementaires réalisent que disposer d'outils attractifs pour permettre l'implantation d'activités nouvelles en France relève de l'intérêt général. Cela vaut en particulier pour les actions gratuites : il serait souhaitable que la majorité réfléchisse à nouveau et revienne sur ce point en deuxième lecture, dans un souci de stabilité fiscale. Vouloir changer une règle alors qu'elle vient d'entrer en application n'est pas un bon signal. Je ne nie pas qu'il y ait des abus sur les actions gratuites, j'ai d'ailleurs proposé des mesures pour les empêcher, mais je sais aussi à quel point elles sont décisives pour les start-up, dont c'est le principal moyen de rémunérer les talents à leur juste valeur.

Question : Les allègements fiscaux pour les impatriés sont également contestés...

Il y a des questions légitimes sur l'égalité de traitement et la justice fiscale. Mais il y a un enjeu économique dans cette période post-Brexit et, encore une fois, cela relève de l'intérêt général. Le gouvernement tient particulièrement à cette mesure concernant les impatriés, ainsi qu'à une stabilité du régime des actions gratuites.

Question : Si vous restez ferme sur ces deux dossiers, êtes-vous prêt à des concessions sur la taxe sur les transactions financières ?

L'élargissement de la taxe sur les transactions financières à l'« intraday » a été voté, en première lecture, avec application au 1er janvier 2017. Ce qui n'est matériellement pas possible. Je suis favorable à une TTF large, mais dans un cadre européen. Une telle taxe appliquée dans un seul pays aurait un effet contre-productif : la Suède en a fait les frais.

Question : Le collectif budgétaire sera aussi l'occasion de mesures d'attractivité. Le compte dédié au « business angels » verra-t-il bien le jour ?

Effectivement, il s'appellera « compte PME innovation ». Son objectif sera de faire en sorte qu'un entrepreneur ayant revendu son entreprise puisse réinvestir le produit de sa cession (voir ci-contre).

Question : Autre point regardé par les investisseurs étrangers, comment allez-vous réformer la taxe sur les dividendes, remise en question par le Conseil constitutionnel ?

Le principe est de traiter de la même manière les sociétés de droit étranger et de droit français, puisque c'est ce sujet qui avait été mis en avant par le

Conseil constitutionnel. Nous allons donc étendre l'exemption de cette taxe aux filiales françaises de groupe étranger, pour un coût de 300 millions compensés par une mesure de trésorerie pesant sur les grandes entreprises. Il s'agira d'un acompte sur la C3S. Je souhaite la neutralité pour le budget de l'Etat comme pour les entreprises.

Question : La restauration des comptes publics est-elle une autre façon d'améliorer l'image de la France dans la communauté financière ?

La Commission européenne, qui n'a jamais fait preuve de bienveillance, a confirmé que la France reviendra en 2017 sous les 3 %, donc à la situation de l'avant-crise. Certes, c'est plus tard que ce que nous avons souhaité dans le programme de François Hollande, mais il faut se rappeler la crise rampante des années 2012-2014 durant laquelle il fallait éviter un éclatement de la zone euro. C'était presque plus difficile à gérer que la crise fulgurante de 2008-2009. Malgré cela, nous avons réduit les déficits. Il faut aussi noter que la Commission balaie toutes les polémiques sur les prétendues bombes à retardement que nous laisserions pour 2018. J'observe que les matamores qui considéraient qu'il suffisait de débarquer à Bruxelles en disant aux autres que c'était comme ça et pas autrement, prêts à sacrifier la crédibilité budgétaire du pays, se montrent aujourd'hui un peu plus discrets.

Question : Les perspectives restent néanmoins mornes en Europe pour les années à venir...

Il est vrai que les taux de croissance qu'on nous annonce en zone euro restent modestes, y compris pour la France où un niveau de moins de 2 % est prévu en 2019. Cela peut paraître décevant par rapport aux taux

de croissance qu'on a pu connaître auparavant. Je note cependant une chose : aujourd'hui, nous démontrons en France, mais aussi dans d'autres pays, qu'à 1,3-1,5 % de croissance, nous créons suffisamment d'emplois pour stabiliser et même faire reculer le chômage. Les chiffres publiés jeudi 10 novembre démontrent qu'avec les taux de croissance que nous avons aujourd'hui, nous créons autant d'emplois qu'en 2006 ou 2007 à des niveaux de croissance qui étaient alors largement supérieurs. Les croissances d'aujourd'hui sont des croissances plus riches en création d'emplois.

Question : En 2016, est-il encore possible de faire mieux que l'objectif d'un déficit à 3,3 % ?

Je veux d'abord réaffirmer cet objectif de 3,3 %, alors que certains prétendaient qu'il ne serait pas atteint. Mais je n'exclus pas qu'on puisse faire mieux. Ce serait alors la deuxième année de suite et j'espère que tout le monde reconnaîtra notre sérieux dans la gestion des finances publiques.

Question : Dans le cadre du PLFR, quels secteurs bénéficieront d'un effort accru en termes de dépense ?

Ce collectif budgétaire sera l'occasion de réaffirmer notre engagement en matière de défense. C'est la première fois qu'un gouvernement aura honoré scrupuleusement et chaque année les lois de programmation militaire. Et c'est la première fois depuis longtemps que ces lois ont été révisées non à la baisse mais à la hausse. Par ailleurs, il a fallu financer des opérations extérieures (Opex) dont le coût ne peut être connu à l'avance : il a fallu trouver 800 millions d'euros supplémentaires, ce n'est pas le cas tous les ans et nous l'avons fait.

Question : Le débat sur le prélèvement à la source débute à l'Assemblée. Le texte peut-il encore être amélioré, notamment celui de la prise en compte des crédits d'impôt ?

Je souhaite un vrai débat pour cette réforme appelée à s'inscrire dans le temps, comme celle de la TVA jadis. Le coeur du sujet est compris par tous les citoyens immédiatement : on paye des impôts en fonction de son revenu du moment et pas de celui de l'année précédente. Cela évite de payer beaucoup d'impôts quand on a moins de revenus. Sur les crédits d'impôt, nous proposons un dispositif qui permette d'éviter que des gens ne payant pas d'impôt de manière récurrente du fait de leurs avantages fiscaux ne se mettent pas soudainement à en payer. Les parlementaires sont attentifs pour voir s'il ne pourrait pas y avoir d'autres éléments de crédit d'impôt ou de réduction d'impôt récurrents qui pourraient être intégrés dans le calcul du taux applicable aux revenus, et je suis tout à fait ouvert à des discussions sur ce sujet.

Question : Redoutez-vous que l'arrivée au pouvoir de Donald Trump soit un frein pour la régulation financière ?

Les décisions de lutte contre l'évasion fiscale et contre l'optimisation fiscale agressive ont été prises en G20, avec la Chine, l'Inde, le Brésil, l'ensemble des pays européens. Est-ce qu'un changement de président peut conduire les Etats-Unis à aller soudainement contre cette volonté partagée ? Je n'y crois pas. Pas plus que je n'imagine que l'Amérique ne respecte pas les grands engagements pris lors de la COP 21 à Paris. La difficulté dans laquelle nous sommes, c'est plutôt l'incertitude sur les vraies volontés de Donald Trump dans le domaine économique et financier. Ses propositions sont di-

verses et contradictoires. Le premier impératif sera de les clarifier. Son arrivée ne sera pas sans impact mais je ne suis pas persuadé que cela change autant que le laissent entendre les apparences et les déclarations. Il se-

ra, lui aussi, comme toujours, rattrapé par la réalité. ■

par Ingrid Feuerstein, Pierre-Alain Furbury et Renaud Honoré

Michel Sapin

Ministre de l'Economie et des Finances



« Le renouvellement, avec un président de 70 ans ? »

Question : Quels enseignements tirez-vous de la victoire de Donald Trump pour la politique en France ?

Qu'il ne faut pas croire les sondages. Et qu'il faut éviter des assimilations et des comparaisons abusives. Je ne comparerais ni la personnalité de Donald Trump à celle de Marine Le Pen ni son programme à celui du Front national.

Question : Vous n'y voyez pas une demande de renouvellement ?

Avec un président de 70 ans ? Peut-être... Mais le renouvellement est souvent dans les mots. Quand l'administration Trump sera à l'oeuvre, on y verra beaucoup de gens présents dans la vie publique depuis longtemps. Car s'il y a un besoin de renouvellement, il y a aussi un besoin de connaissance et d'expérience. Ce sera le cas là-bas comme cela peut être le cas ici.

Question : Vous n'avez pas fermé la porte à une candidature de Manuel Valls, affaiblissant de facto le président. Regrettez-vous vos propos ?

Pas du tout. Je les assume. Mes déclarations, pour ceux qui les ont écoutées, consistaient à dire que le meilleur candidat pour rassembler la gauche et les Français, c'est le président de la République actuel. Je souhaite la candidature de François Hollande. Mais une candidature, c'est un engagement et une envie personnelle. S'il devait ne pas être candidat, le mieux placé pour incarner la gauche de pouvoir, ce serait le Premier ministre. C'est une banalité institutionnelle et une réalité humaine. L'interprétation selon laquelle je ne souhaiterais pas la candidature du président est fautive. Il en va de même pour Jean-Yves Le Drian.

Question : Mais reste-t-il un espace pour la gauche divisée et affaiblie ?

Oui. De la même manière qu'une droite divisée et affaiblie peut aussi gagner. Est-ce que le moment est difficile pour la gauche réaliste en Europe ? Oui. Est-ce que c'est impossible ? Non. Nous, nous voulons occuper le ministère du faire, pas simplement celui de la parole incendiaire, utile pour défendre des valeurs mais pas pour transformer la

réalité. C'est la seule manière de conserver un certain nombre de protections nécessaires aux plus faibles, tout en étant dans le mouvement et la réforme. Tous les objectifs affichés dans les soixante propositions ne sont pas tenus à la lettre près, mais nous avons relevé tous les défis. L'objectif d'une candidature n'est pas de défendre un bilan mais il vaut mieux avoir un bon bilan, ce qui est le cas.

Question : Que répondez-vous à Emmanuel Macron, qui veut assouplir les 35 heures, jugeant que « quand on est jeune, 35 heures, ce n'est pas long » ?

J'ai compris que, dans ses propositions, les jeunes devaient être moins payés que les vieux et travailler plus que les vieux. Chacun pourra juger. Quand on commence à rentrer dans le concret, cela permet à chacun de porter un jugement sur autre chose que la seule qualité du sourire.

- Propos recueillis par ■

par I. F., P-A. F. Et R. Ho.



Ce que Bercy prévoit pour les « business angels »

Le collectif budgétaire prévoit la création d'un « compte PME innovation » pour faciliter le réinvestissement des plus-values.

Le gouvernement proposera bien un coup de pouce fiscal aux « business angels » dans le collectif budgétaire de fin d'année. Le projet de loi de finances rectificative, attendu vendredi en Conseil des ministres, prévoira la création d'un « compte PME innovation » permettant aux entrepreneurs de réinvestir plus facilement les plus-values réalisées lors de la revente de leur entreprise. Concrètement, ce véhicule d'investissement sera accessible aux salariés ou dirigeants possédant au moins 10 % de leur société, ou aux actionnaires détenant plus de 25 %. S'ils réinvestissent leurs plus-values dans des start-up, ce compte PME innovation leur permettra de reporter la taxation jusqu'à la date de sortie du compte, et de compenser ainsi les éventuelles moins-values réalisées durant cette période. Pour en bénéficier, il leur faudra financer des PME de moins de 7 ans (ou innovantes de moins de 10 ans) ou des fonds fermés d'entrepreneurs.

Demandé de longue date par la communauté des « business angels », ce compte vise à favoriser l'émergence d'un réseau de financement pour les jeunes entreprises et limiter les départs à l'étranger des entrepreneurs à succès. Les travaux avaient en grande partie été réalisés par les équipes d'Emmanuel Macron avant qu'il ne claque la porte du gouvernement. Son départ avait suscité des craintes chez les entrepreneurs que le projet soit abandonné.

Investissement personnel

Bercy a finalement décidé de le maintenir dans le collectif budgétaire, quitte à affronter une nouvelle fois la majorité parlementaire après un premier conflit sur les actions gratuites. Michel Sapin, ministre de l'Economie et des Finances, insiste toutefois sur un point : l'investisseur devra bien épauler l'entreprise à laquelle il apporte des fonds. « Nous souhaitons

un investissement personnel, et pas uniquement financier, de celui qui bénéficie des avantages fiscaux », insiste-t-il. Le « business angel » devra ainsi occuper un poste clef dans la start-up financée (dirigeant, administrateur ou membre du conseil de surveillance) ou bien signer une convention d'accompagnement dans laquelle il s'engage à fournir gratuitement des conseils à l'entreprise.

S'il amoindrit la ponction fiscale sur les plus-values, le compte PME innovation ne résout pas la problématique de l'impôt sur la fortune, parfois responsable de l'exil fiscal des entrepreneurs. « La proposition du gouvernement ne retiendra pas une exonération d'ISF », indique Michel Sapin. Mais ce dernier considère que « le principal obstacle au réinvestissement aujourd'hui, c'est l'imposition des plus-values », plus que l'ISF. ■

par In. F.



L'Etat offre une rallonge limitée aux régions

Une enveloppe de 450 millions est programmée pour 2017 mais 250 millions ne seront versés qu'en 2018.

Les régions disposeront bien d'une rallonge de 450 millions d'euros en 2017 mais ne toucheront réellement que 200 millions cette année-là. C'est la petite surprise que réserve l'amendement déposé en fin de semaine dernière par le gouvernement. Pour le reste, ce dernier respecte sa proposition d'une réforme du financement des régions à partir de 2018. Lors du congrès des régions fin septembre, Manuel Valls avait annoncé un nouvel acte de décentralisation, promettant pour 2018 le remplacement de la dotation générale de fonctionnement (DGF) que l'Etat verse aux conseils régionaux par un montant équivalent de TVA. Cette recette dynamique permettrait d'augmenter annuellement les ressources des régions d'environ 120 millions d'euros.

800 millions escomptés

Le Premier ministre s'était aussi prononcé en faveur d'un fonds d'un montant maximal de 450 millions d'euros pour aider les régions dès 2017 à assumer la récupération auprès des départements de la compétence entière du développement économique, dont l'aide directe aux entreprises. L'amendement précise que 250 millions du fonds ne seront versés que début 2018 en fonction des dépenses réelles de chaque région en matière économique. Il s'agit essentiellement d'aides directes aux entreprises. Du côté de l'Association des régions de France, on accueille favorablement le texte, tout en regrettant de devoir l'an prochain avancer la trésorerie des 250 millions d'euros. Un expert de l'association juge néanmoins qu'il sera possible de les inscrire dans les budgets primitifs. Par ailleurs, les présidents de région

s'attendaient à ce que l'Etat prévoie des conditions compliquées pour le déblocage des 250 millions alors qu'ils le seront sur la seule foi des comptes administratifs.

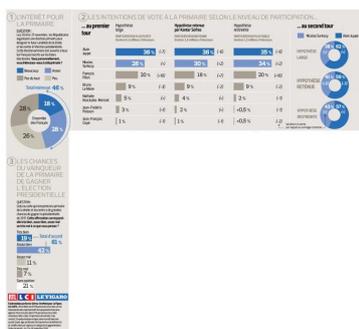
Les présidents de région rappellent également que le montant de 450 millions d'euros reste loin des 800 millions que l'association escomptait. D'après ses estimations, les départements dépensaient au moins 800 millions d'euros dans l'aide aux entreprises, une compétence que la réforme territoriale lui retire définitivement l'an prochain. L'association n'a pas renoncé non plus à convaincre les parlementaires d'appliquer le financement par TVA dès 2017. Plusieurs amendements ont été préparés dans ce sens par des députés régionalistes. ■

par Matthieu Quiret



Sondage : Fillon et Sarkozy en hausse, Juppé en baisse

Selon Kantar Sofres-OnePoint, l'avance du maire de Bordeaux au premier tour de la primaire diminue.



LES ÉCARTS se resserrent dans l'enquête Kantar Sofres-OnePoint sur les intentions de vote à la primaire que nous publions ce lundi. L'ordre d'arrivée ne change pas, mais Alain Juppé, toujours en tête, n'est plus crédité que de 36 % des suffrages, soit six points de moins qu'en octobre, dans l'hypothèse d'une participation autour de 3,9 millions d'électeurs. Nicolas Sarkozy gagne deux points à 30 % et François Fillon réalise la plus forte progression avec 18 % des intentions de vote, sept points de mieux que le mois dernier. Au second tour, Juppé l'emporte toujours nettement, mais avec 59 % des voix (en baisse de trois points) contre 41 % (en hausse de trois points) à Nicolas Sarkozy.

« François Fillon prend à l'évidence des voix à Alain Juppé, dont la part friable de l'électorat est plus importante que chez Nicolas Sarkozy, et plus marginalement à Bruno Le Maire », détaille

Emmanuel Rivière. Le candidat du « *renouveau* » passe de 11 % à 9 % des intentions de vote, ce qui démontre selon le directeur général France de Kan-tar Public qu'il a « *perdu son pari* » : « *Le deuxième tour ne se jouera pas entre l'expérience et le renouveau, mais l'expérience et l'expérience.* »

Le recul de Juppé trouve un élément d'explication dans l'évolution du corps électoral de la primaire, dont notre sondeur rappelle qu'il reste l'une des « *incertitudes* » des scrutins des 20 et 27 novembre. L'indice de participation est en hausse mais les sympathisants de gauche ne représentent plus que 11 % des personnes interrogées qui se disent certaines d'aller voter, contre 14 % en octobre. « *Ils ont compris en regardant les débats télévisés que s'ils voulaient voter, ils devraient choisir entre des candidats de droite* », estime Emmanuel Rivière. La proportion des sympathisants des Républicains décidés à aller voter progresse de 20 % à 24 %, mais la mobilisation augmente aussi dans l'électorat centriste : elle passe de 16 % à 24 % chez les sympathisants de l'UDI et de 9 % à 12 % chez ceux du MoDem. C'est chez les UDI que Fillon réalise sa plus forte progression - quinze points - mais il gagne aussi neuf points chez les sympathisants de LR.

À une semaine du premier tour, cette dynamique peut-elle bousculer l'ordre du tiercé ? « *Étant donné l'avance d'Alain Juppé, François Fillon peut continuer à lui prendre des voix, s'il n'en prend pas à Nicolas Sarkozy, les probabilités qu'il déjoue le pronostic du duel Juppé/Sarkozy seront faibles* », selon Emmanuel Rivière. Or les électeurs sont de plus en plus nombreux à annoncer qu'ils vont voter pour l'ancien chef de l'État et, parmi eux, 94 %, soit deux points de mieux qu'en octobre, veulent d'abord lui exprimer leur « *soutien* ». Le taux d'adhésion à Juppé reste à 69 %. 28 % de ses électeurs, contre 29 % le mois dernier, voteront pour exprimer leur « *refus* » de Sarkozy.

L'ex-président marque aussi des points en termes de « *stature présidentielle* ». 46 % des personnes certaines d'aller voter lui en accordent une, soit sept points de mieux qu'en octobre. Juppé est toujours en tête avec 67 % des citations, et Fillon garde sa deuxième place malgré un gain de treize points. | ■

par Judith Waintraub EW@jwaintraub

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

« C'est chez les UDI que Fillon réalise sa plus forte progression »



Le marathon de François Fillon



Ils ont beau être vilipendés, ils sont toujours aussi commentés. L'élection de Donald Trump, après le Brexit, invite plus que jamais à la prudence mais, qu'on le veuille ou non, les sondages restent des marqueurs forts d'une campagne électorale. Ils ne sont pas uniquement le baromètre de l'opinion, ils ont aussi un rôle prescripteur. François Fillon l'a expérimenté à ses dépens durant de longs mois ; il en est aujourd'hui le grand bénéficiaire alors que la primaire entre dans son ultime semaine avant le premier tour.

On pourrait ironiser sur le retournement des commentaires, strictement indexés sur l'évolution des résultats des sondages. Il y a encore une semaine, aux yeux de l'ancien premier ministre et de ses amis, ils ne voulaient « rien dire ». Il fallait les ignorer, les dénoncer comme « mensonges ». D'un seul coup, ils deviennent la preuve scientifique et irréfutable de « l'effet Fillon ». Sans doute ne méritent-ils ni tant d'honneurs ni cet excès d'indignité.

Ce qui est certain, c'est que le député de Paris ne pouvait pas espérer une meilleure nouvelle car elle intervient

au moment le plus décisif de la campagne. D'abord parce qu'à chaque scrutin, les électeurs se décident de plus en plus tard. Dans les derniers jours où nous sommes avant le vote, ils sont donc plus attentifs que jamais aux tendances. Et finir à la hausse est forcément plus mobilisateur que finir à la baisse. Cette proximité du premier tour met ensuite François Fillon à l'abri d'un nouveau retournement. Gageons que lors du troisième et dernier débat, c'est lui qui sera le candidat le plus observé, le plus attendu. S'il n'est pas encore le favori, il est au centre de la dernière séquence de cette primaire qui a l'intérêt, politique et médiatique, de poser une nouvelle question : l'affiche du second tour peut-elle être autre que celle annoncée depuis le tout début de la campagne ?

Ce rebondissement final - qui demande toutefois à être confirmé - n'est pas dû à un tournant radical de la campagne filloniste. Au contraire, c'est parce qu'il n'a rien changé ni à son style, ni à son discours, ni à sa stratégie, que celui qui menaçait d'être le quatrième homme de la primaire, peut se mettre à espérer en devenir le deuxième.

Parti le premier - il s'est déclaré dès 2013 -, François Fillon a géré sa campagne comme un marathon. Et la condition première d'un marathon réussi, c'est la constance et la régularité. C'est moins spectaculaire qu'un sprint ; c'est moins visible que des effets de surprise ; mais seul compte

le moment de franchir la ligne d'arrivée.



» Retrouvez
Guillaume Tabard
tous les matins à
8 h 10 sur Radio
Classique

Dès le départ, le fillonisme reposait sur trois bons « fondamentaux » : une personnalité solide à l'image présidentielle, un programme rigoureux et reconnu, un positionnement idéologique enfin au cœur de la pensée de la droite. Mais François Fillon était victime du vote « utile » Juppé, le maire de Bordeaux servant de recours et de refuge à tous les antisarkozystes. D'une certaine manière, la forte avance d'Alain Juppé a fait fortement reculer le pronostic Sarkozy, donc relancé l'attrait pour un autre candidat. Des prestations télévisées réussies ont crédibilisé au même moment l'hypothèse Fillon. Assez pour créer la surprise dimanche ? Le marathonien a malgré tout besoin de devenir maintenant sprinter. ! ■

par Guillaume Tabard E@gtabard

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ *Le député de Paris ne pouvait pas espérer une meilleure nouvelle car elle intervient au moment le plus décisif de la campagne* ”



Nathalie Kosciusko-Morizet : « La recomposition politique est en marche »

Pour la députée LR de l'Essonne, seule candidate à la primaire de la droite et du centre, « l'Europe est la grande oubliée de cette campagne ». À quelques jours du premier tour, elle juge la compétition ouverte et veut mobiliser les électeurs.



Nathalie Kosciusko-Morizet, dimanche à Paris. Photo : VINCENT BOISOT POUR LE FIGARO

LE FIGARO. - Vous êtes la seule femme de cette primaire. Cela a-t-il un impact dans votre campagne ? Que ressentez-vous ?

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET. - J'ai conscience qu'une proportion des parrainages que j'ai reçus sont venus qualifier une femme pour que la primaire ne soit pas un club anglais, *men only*. Pour autant, dans ma campagne cela n'a pas d'impact. Je ne suis pas la femme de service. Je fais avancer des idées qui n'ont pas de genre. Je pense que je n'ai pas à ressentir d'une manière ou d'une autre d'être la seule femme. Demanderiez-vous à chacun de mes concurrents ce que ça leur fait de n'être qu'un sixième des hommes ? Ensuite, au-delà de mon seul cas personnel, la place des femmes en politique comme dans la société demeure un vrai sujet sur lequel il nous reste énormément de travail. Comme je l'ai dit lors du dernier débat, les femmes, ce n'est pas un phénomène de société ou une mode, c'est la moitié de l'humanité ! Et je suis persuadée, pour l'avoir éprouvé, que la mixité réelle des environnements humains ou profes-

sionnels les rend plus créatifs, performants, efficaces !

Les débats ont parfois été vifs, notamment avec Nicolas Sarkozy lors du dernier débat. Vous attendiez-vous à de tels échanges ? Lesquels vous ont semblé les plus surprenants ?

Je m'attendais à des échanges de fond et donc à des éclaircissements des positions. Ce qui m'a paru surprenant, c'est une interro-négation à haute voix sur l'opportunité de me nommer à nouveau ministre alors que je défendais notre bilan commun du Grenelle. Je pense que tout le monde a entendu ma capacité à répliquer. Par ailleurs, j'ai trouvé inutile de débattre aussi longtemps avec l'hologramme de François Bayrou. Tout comme j'ai trouvé regrettable de sacrifier le temps du débat sur nos projets pour l'Europe ou pour l'école de la République. Et ce pour ergoter sur des arrangements politiques pendant de longues minutes. Ces thèmes centraux qui vont structurer notre avenir, celui de notre nation comme celui de nos enfants, n'ont finalement pas été abordés, ou si peu. Ce n'est pas à la hauteur des défis du pays et de ce que doivent incarner les primaires.

La défiance de l'électorat est-elle pour vous l'une des principales leçons du scrutin américain ?

Je vois dans cette élection un signal encore plus fort de l'urgence où nous sommes de faire en sorte qu'il n'y ait pas, dans notre monde, un cœur de la société qui s'y retrouve et d'autres qui restent au bord du chemin. La mondialisation n'est pas une option, c'est une réalité qui continue de sortir de la pauvreté des dizaines de millions d'hommes chaque année sur terre. La démondialisation que prônait Arnaud Montebourg est une illusion destructrice, de la croissance mais plus encore, des relations équilibrées entre les peuples. Les frontières, la fermeture, c'est à terme la guerre. Nous devons vivre avec la mondialisation. Ce qui ne veut pas dire que tout va bien, loin de là, mais que le politique doit chercher à utiliser les opportunités du nouveau monde pour faire rentrer tous les Français dans une mondialisation qui leur profite, que ce soit par la mise en réseau des communes rurales ou par une grande réforme du droit du travail qui profite à la jeunesse.



À quelques mois de la présidentielle, on parle d'une société fran-

çaise fracturée. Quel message avez-vous envie de lui adresser ?

N'ayons pas peur, nous n'avons pas le choix de reculer ou de ne plus bouger. Nous pouvons avancer ensemble de manière plus innovante et plus solidaire. Notre responsabilité, à nous, les politiques, est de faire en sorte que chacun puisse trouver sa place et saisir sa chance dans cette grande transformation. Le déclassement n'est pas une fatalité.

Quelle est votre plus belle réussite durant cette campagne et le point sur lequel vous êtes moins satisfaite ?

J'espère qu'elle est à venir avec le scrutin ! On n'est pas là pour avoir des réussites individuelles dans la campagne, mais pour sélectionner collectivement, avec plusieurs millions de Français, un candidat légitime et fort pour être président de la République. Si je peux avoir contribué à amener plus d'exigence et d'innovation, par les idées, par l'énergie, par la passion que j'apporte à cette ambition et à sa réalisation, j'aurai réussi quelque chose. Je n'oublie pas non plus que quand j'ai commencé ma campagne il y a neuf mois, d'aucuns disaient de moi que je ne parviendrais pas à être candidate. Dans le sérail politique, on me moquait, on riait, on pariait. Mais avec l'équipe qui m'entoure, nous n'avons jamais abandonné. Et grâce à la formidable mobilisation de parlementaires, d'élus locaux et d'adhérents du parti qui se distinguent tous par le fait d'être des esprits libres et indépendants, nous avons déjoué les pronostics : j'ai pu mettre sur la table mes solutions d'avenir dans cette campagne. Ma seule frustration, au fond, est d'avoir eu aussi peu de temps pour le faire vraiment.

Sur quoi cette primaire se jouera-t-elle ?

On entend souvent que les Français n'attendent plus rien. Alors que, quand on est sur le terrain, les maires ruraux, les patrons de PME, les artisans, les responsables associatifs formulent des attentes concrètes : fibre optique, 4G, allègement des normes, des charges, etc. Et il faut leur donner des solutions tout aussi concrètes, rapidement. Ensuite, il y a, c'est vrai, une proportion de citoyens qui n'attendent plus rien de la politique. À ceux-là, nous devons prouver que le déclin, le chômage, l'incompréhension de leur monde ne sont pas une fatalité, qu'ils ont toute leur chance dans cette société, à condition que nous reprenions confiance en nous-mêmes, que nous acceptions d'être innovants, que nous soyons unis et non divisés ou clivés.

Quel est le thème oublié de la campagne ?

Oubliée, l'Europe. Occultée, cachée, flétrie dans la plus grande hypocrisie. Il faut avoir le courage de dire que pour beaucoup des grandes questions qui agitent le débat national, comme l'immigration ou la sécurité, l'Europe n'est pas l'origine du mal mais le niveau de la solution. L'Europe n'est pas un gros mot.



Et quel est selon vous le thème le plus mal traité et celui qui vous a semblé trop envahissant ?

Mal traitée, l'identité. On se perd à combattre de vieux démons dans de

vieux débats. On regarde derrière nous et pas devant. Nicolas Sarkozy parle d'identité de la France, François Hollande d'une idée de la France, je pense qu'on doit transcender cette vaine querelle dans le projet qu'est la France. Notre identité, c'est celle que nous nous donnerons. Enfin, trop envahissant, le passé ! Qu'il soit abordé sous l'angle du « c'était mieux avant » ou sous l'angle du renouveau, ce qui revient au même. On pleure un âge d'or et on ne voit pas qu'un monde reste à penser et à construire, un monde qui bouge, une société où, heureusement, certains n'attendent pas pour innover et où les politiques publiques sont à la traîne. Nouvelle société, nouvelle France, mon slogan, c'est mettre l'une à l'heure de l'autre.

Avez-vous senti une mobilisation pour ce scrutin ?

La mobilisation monte chaque jour. À nous de faire connaître ce scrutin ouvert, à deux tours. Où vote-on ? Comment ? C'est un devoir civique pour toutes celles et ceux qui veulent l'alternance l'année prochaine.

En cas d'échec pour la qualification au second tour, pourriez-vous dire, dès maintenant, à qui vous seriez prête à apporter votre soutien et sous quelles conditions ?

J'ai dit très clairement que, pour ce qui me concerne, je soutiendrai évidemment un candidat. Et évidemment, je ne le dirai que dans cette situation-là. D'ici là, vous pouvez compter sur moi pour utiliser le temps qu'il me reste pour défendre mes propositions sur l'éducation, l'Europe, la dépendance, la culture ou la santé.

Laquelle de vos propositions souhaiteriez-vous imposer en priorité au candidat qui aura votre soutien ?

Il ne s'agit pas d'imposer mais de convaincre. J'aurais à cœur de faire reconnaître le statut général du travailleur indépendant et singulièrement du numérique. Les start-up françaises sont à la pointe des conceptions d'objets connectés et des plates-formes collaboratives. Il est temps que la vieille République française fasse son travail et organise leur protection. Les standards européens et mondiaux restent à inventer.

Croyez-vous à la recomposition politique en 2017 ?

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Je n'y crois pas, je la vois. Elle est en marche sous nos yeux. Elle a déjà permis, loin des aveugles consignes sectaires de partis, à Christian Estrosi, à Xavier Bertrand et à Philippe Richert de nous éviter le clan Le Pen aux régionales. Plus positivement demain, il faudra bien une majorité de Français et de parlementaires courageux pour réformer la France.

Vous êtes créditée de 4 % à 5 % des suffrages. Votre pronostic ?

Faire un pronostic, c'est figer le résultat. La compétition reste ouverte.

Au-delà de la primaire et de son résultat, comment voyez-vous votre avenir politique ?

Ce sera le choix des Français. Je ne fais pas carrière. Si je le faisais, je prendrais moins de risques.

En un mot, quel serait votre dernier message avant le premier tour ?

Votez ! | ■

par Emmanuel Galiero @EGaliero

“ «Je ne suis pas la femme de service. Je fais avancer des idées qui n'ont pas de genre. Je pense que je n'ai pas à ressentir d'une manière ou d'une autre d'être la seule femme » NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET

“ «On regarde derrière nous et pas devant. Nicolas Sarkozy parle d'identité de la France, François Hollande d'une idée de la France, je pense qu'on doit transcender cette vaine querelle dans le projet qu'est la France. Notre identité, c'est celle que nous nous donnerons » NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET



Jean-François Copé, un homme persuadé qu'il peut encore revenir

Par delphine tonnerre region@lavoixdunord.fr Critiqué, banni, déchu et déçu, Jean-François Copé intrigue. Première surprise, son capital sympathie est intact. Il suffit de passer quelques heures avec lui en campagne, pour voir à quel point il est reconnu partout. On l'approche, on lui dit «bon courage» et «bonne chance». D'accord, c'était début octobre, avant l'histoire des pains au chocolat, avant d'imaginer qu'une chocolatine coûte dix à quinze centimes d'euros quand tout parent sait que ça en vaut dix fois plus. Depuis, on ne lui parle sans doute que de ça. Mais le mois dernier, on a passé une journée avec Jean-François Copé hors contexte boulanger. Et vu que le citoyen lambda semble avoir de l'affection pour le type qui en a bavé. «Vous voyez, l'accueil est formidable.» Étonnant mais pas faux. Toujours maire de Meaux et député, il aime rappeler qu'il est d'abord cet élu de terrain, sous-entendu ancré. Abîmé par l'affaire des comptes de campagne de Nicolas Sarkozy et par une tenace lutte fratricide pour la tête de l'UMP avec François Fillon en 2012, il rappelle à l'envi qu'il a été «blanchi de tout». On pouvait s'attendre à une rancœur recuite, mais non, deuxième surprise, après l'accueil enthousiaste

du public, Jean-François Copé ne dit pas tant de mal que ça de ses anciens amis politiques. Il mise sur une autre technique pour revenir. Depuis la rentrée, il marche beaucoup. Et vite. Il fait campagne, multiplie les déplacements en province, serre des mains, propose des selfies. Mondial de l'automobile à Paris, salon de la retraite active à Lille... même s'il n'est ni invité, ni attendu, il y va. «Les meetings, c'est bien, mais on est dans l'entre-soi. C'est ici qu'il faut venir.» Ici pour qu'une caissière retraitée lui parle de ses «mille euros de retraite, dont cinq cents qui partent pour le loyer». «Ce sont des personnes comme vous qu'il faut aider», lui dit-il. Partout, il s'arrête, écoute, opine, tapote, rassure. Ses (rares) soutiens doutaient de son possible retour. «Il a fallu réactiver tous les réseaux copéistes, convaincre, mais on a réussi à avoir nos cinq cents signatures», dit-il. Il parle de «résilience». Il est crédité d'un très faible score, «mais ça ne veut rien dire. Tout est possible». C'est une phrase qui guide sa vie et son histoire familiale. Les Copelovici (son grand-père, qui a fui l'antisémitisme en Roumanie, fera franciser son nom) ont échappé à une rafle. C'était en novembre 1943, à Aubusson. Le père de Jean-François Copé, âgé de 13ans, ses parents et sa

sœur ont trouvé refuge chez une voisine. Jean-François Copé aime raconter cette histoire. Son père, éminent médecin, en a gardé «un profond attachement pour la France, l'envie de lui rendre ce qu'elle nous a donné». Est-ce pour ça qu'il entretient un regard distancié avec les portes qui s'ouvrent ou se ferment. «Ma famille en a vu d'autres...», soupire-t-il. Même dans ses propres vicissitudes, il ne se place pas en première ligne: «Vous savez, c'est pour mes enfants que ça a été dur.» Sa grande famille recomposée de six enfants avec sa seconde épouse le soutient, «évidemment», dans ce retour peu évident. Il a une expression simple, pour ne pas dire simpliste, la droite décomplexée. «C'est la droite qui s'assume, qui n'est surtout pas l'extrême droite, mais qui fait ce qu'elle dit.» Et pour ça, il a un mot magique, les ordonnances. «C'est comme ça qu'il faut gouverner, le général de Gaulle l'a fait.» La comparaison lui fait forcément perdre en modestie. Il repart sur un champ lexical plus besogneux. Il a «repris la cordée», sans être naïf non plus. S'il revient, c'est une stratégie qui ne peut qu'«être gagnante». Pour se rappeler à ses amis ou ennemis politiques et rester dans le jeu. Au cas où les portes se rouvriraient. ■



POLITIQUE EUROPÉENNE

L'attractivité du Royaume-Uni menacée par le flou de May

Les milieux d'affaires pressent la première ministre de dévoiler ses cartes pour le Brexit.

EUROPE Theresa May est sous la pression des milieux d'affaires pour dévoiler ses cartes sur le Brexit. Officiellement, la première ministre britannique s'en tient à sa position de principe : ne rien dévoiler avant l'invocation de l'article 50 qui lancera le processus légal de divorce avec l'Europe, fin mars. Elle est cependant prise en étau entre une contestation politique et judiciaire visant à davantage impliquer le Parlement et l'inquiétude tangible des chefs d'entreprise soumis à l'incertitude due à cette stratégie. Cette nervosité des milieux économiques, qui frise la paralysie dans la City, ne pourra pas durer très longtemps sans impacter l'activité.

Le très mystérieux « deal » passé le mois dernier avec Nissan lui permettant d'annoncer le maintien de sa capacité dans son usine de Sunderland où il construira deux nouveaux modèles suscite bien des interrogations, à Londres comme à Bruxelles. Sans dévoiler aucun détail, le gouvernement de Theresa May a laissé entendre avoir donné au patron du constructeur japonais, Carlos Ghosn, des « assurances » sur les conditions de son activité. Or la sortie du Royaume-Uni du marché unique, dans l'hypothèse la plus probable d'un Brexit « dur », selon l'agence Standard & Poor's, pourrait faire peser des droits de douane de 10 % sur les voitures exportées vers l'Union européenne.

Le concurrent de Nissan, General Motors, est dans l'expectative.

L'américain emploie 4 500 personnes dans ses deux usines britanniques et n'a pas pris de décision sur le lieu de production de sa nouvelle Vauxhall (Opel en Europe) Astra. Son patron, Chuck Stevens, s'est dit « prêt à prendre toutes les mesures nécessaires » pour défendre son business européen, qui a subi un manque à gagner de 400 millions de dollars dû au Brexit et à la dévaluation de la livre. Le Brexit est, estime-t-il, « un ralentisseur » à son activité.

Dans la City, toutes les banques préparent des plans de délocalisations. « Elles ont le doigt sur le bouton de la relocalisation », prévient Anthony Browne, président de l'Association bancaire britannique. Goldman Sachs étudie un transfert à Francfort. De la finance à l'industrie, de la santé aux universités, de nombreux secteurs peinent à recruter des talents en provenance du continent en raison du climat d'instabilité créé par la stratégie du gouvernement (*lire ci-dessous*). L'attractivité du Royaume-Uni risque d'en être durablement affectée.



Présentation de dix modèles de voitures construites en Grande-Bretagne, à Londres en septembre 2015. Nissan aurait reçu des « assurances » du gouvernement britannique afin que le Brexit ne pénalise pas les activités du groupe automobile japonais. Usine Nissan de Sunderland Photo : FRANK AUGSTEIN/AP

Bruxelles voit d'un mauvais œil cette façon d'agir du gouvernement May. Après les négociations sous le manteau avec Nissan, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, s'est « inscrit en faux contre les velléités dans les milieux industriels de trouver un accord avec les Britanniques pour leur secteur ». La Cour suprême britannique examinera début décembre un recours visant à faire voter le Parlement sur le déclenchement de l'article 50, avant de donner en janvier sa décision, qui pourrait faire dérailler le calendrier de Theresa May. Anticipant sur cette éventualité, celle-ci pourrait se résoudre à dévoiler les grandes lignes de sa vision pour rassurer les milieux économiques avant Noël, d'après le *Financial Times*. Selon toute vraisemblance, la sortie du marché unique serait confirmée, avec à la clé la perte du précieux « passeport » européen pour les établissements financiers. May devrait insister sur la nécessité de négocier avec les Européens un accord sur mesure pour la Grande-Bretagne, avec l'espoir de préserver certains de ses avantages tout en l'exemptant des réglementations bruxelloises et du contrôle de la Cour de justice de Luxembourg. Vues l'ampleur et la difficulté de la tâche, rien ne dit que ces perspectives soient de nature à rassurer les milieux d'affaires. ■

par Florentin Collomp @fcollomp

“ Les banques ont “le doigt sur le bouton de la relocalisation ” ANTHONY BROWNE, BRITISH BANKERS ASSOCIATION

15 %

15 % C'est la dépréciation de la livre face au dollar depuis le référendum du 23 juin. Elle a perdu 11 % face à l'euro

DES VISAS POUR LA CITY

Pour contourner le Brexit et son objectif de réduire de façon drastique l'immigration, les milieux d'affaires de la capitale réclament une autonomie en matière de visas pour continuer à pouvoir attirer les talents nécessaires. Cette proposition de visas réservés au territoire de Londres, soutenue par le maire Sadiq Khan, émane de plusieurs organismes qui défendent les intérêts de la City. C'est le cas de la City of London Corporation, lobby du secteur financier. L'idée est également défendue par la Chambre de commerce et d'industrie. « *Il est vital pour l'avenir de Londres de préserver un degré de flexibilité si le gouvernement remet en cause les règles de l'immigration. Notre ville s'effondrerait sans les immigrants. La question essentielle est celle des compétences et de la main-d'œuvre* », justifie Sean McKee, de la Chambre de commerce. Les titulaires de ces visas pourraient travailler à Londres mais pas dans le reste du Royaume-Uni. Ce qui risquerait d'attenter à la liberté de circuler au sein du pays. **F. C.**



Finance, santé, universités : les Européens hésitent à s'installer outre-Manche

« *Le Brexit crée un sentiment défavorable. Cela fait hésiter certains candidats approchés pour des postes à Londres. Et ceux qui sont basés ici sont beaucoup plus ouverts qu'auparavant à des opportunités ailleurs* », constate Stéphane Rambosson, chasseur de têtes spécialisé dans la finance au cabinet DHR International. Dans ses bureaux tout neufs du quartier de Mayfair, sa consœur Diane Segalen raconte qu'un de ses clients, espagnol, remet en cause son projet d'installer dans la capitale britannique son siège social, comme il le prévoyait encore il y a quelques mois. « *L'incertitude crée la paralysie* », assure cette Française qui a traversé la Manche en 2013.

Si le divorce entre le Royaume-Uni et l'Europe n'est toujours pas engagé, ses effets commencent pourtant à se faire sérieusement sentir sur l'attractivité et le dynamisme du pays. La City, très inquiète de perdre sa capacité à opérer dans la zone euro, est la première concernée. Les embauches sont en stand-by quasiment partout. Toutes les grandes banques planchent sur des scénarios de délocalisation. « *Le mouvement est engagé et risque de s'amplifier en 2017. Cela peut prendre des proportions importantes* », prévoit Stéphane Rambosson. Le flux de banquiers français vers Londres s'est retourné. La Société générale a interrompu ses recrutements sur place. BNP Paribas ren-

force ses équipes à Paris au détriment de la City. Goldman Sachs étudie un déplacement de certaines activités à Francfort. Citigroup préparerait le transfert de 900 postes à Dublin selon le *Sunday Times*. Morgan Stanley ou HSBC réfléchissent à des mouvements comparables, tout comme l'assureur Lloyds. Selon son patron, John Nelson, la « *rhétorique* » anti-immigration du gouvernement de Theresa May risque d'endommager l'image du pays. « *Nous devons veiller à rester ouverts* », insiste-t-il.

Un phénomène loin d'être exclusif au monde financier. Dans le service de santé public (National Health Service), plus de quatre médecins spécialistes sur dix sont étrangers. Or l'organisme peine de plus en plus à en attirer, tout comme des infirmières, en provenance de l'Union européenne. « *Il est beaucoup plus difficile de faire venir les compétences nécessaires. Cela se ressent par exemple en gériatrie ou en respiratoire, où les Français sont particulièrement prisés. Ces spécialistes hésitent à venir s'installer en Grande-Bretagne sans savoir à quoi s'attendre, s'il leur faudra un visa, s'ils pourront faire venir leur famille* », témoigne James Aitman, directeur de l'agence de recrutement médical GlobalMediRed.

Les dirigeants de l'industrie agroalimentaire, tributaire à 90 % de la main-d'œuvre étrangère, s'alarment

de se retrouver en sous-effectifs à l'approche des fêtes. Des champs de légumes aux entrepôts logistiques ou aux usines de transformation, les postes vacants se multiplient. Les réponses aux annonces de recrutement sont en baisse de 50 % à 70 %, selon l'Association of Labour Providers. Les citoyens de pays de l'est de l'Europe, premières victimes du sursaut de xénophobie en Grande-Bretagne, hésitent à traverser la Manche.

Des travailleurs peu qualifiés aux grandes fortunes et exilés fiscaux, la prudence gagne toutes les couches sociales. « *Si ça continue, tous les talents et la richesse s'en iront* », avertit Dimitri Kochenov, professeur de droit européen et auteur d'un classement de l'attractivité des différentes nationalités.

Les intellectuels aussi. Les menaces sur la liberté de mouvement et sur la coopération européenne risquent de faire chuter de 15 % les effectifs d'universitaires, selon l'organisme allemand des échanges universitaires. Près d'un quart des Européens installés au Royaume-Uni affirment ne plus se sentir les bienvenus dans le pays, 20 % prévoient de partir dans les deux ans et 39 % y réfléchissent sans avoir pris de décision à ce stade, selon un sondage publié par le *Financial Times*. ■

par F. C.

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ *Si ça continue, “tous les talents et la richesse s'en iront* DIMITRI KOCHENOV, PROF DE DROIT ”



Les Britanniques sont les bienvenus chez les Ch'tis



La région Hauts-de-France a lancé une campagne en forme d'invitation aux investisseurs et entrepreneurs d'outre-Manche. Photo : RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Après l'Île-de-France, c'est aux Hauts-de-France de faire les yeux doux aux étrangers, Britanniques de l'après-Brexit en tête. «Hauts-de-France, Welcome home », tel est le slogan en forme d'invitation que la région nordiste lance aux in-

vestisseurs et entrepreneurs d'outre-Manche. Un message largement diffusé, de réseaux sociaux en affiches dans le métro londonien, en passant par un petit film ou même des sets de table de restaurants de la City. Une façon de bien communiquer, aussi, au passage, sur le nouveau nom, les Hauts-de-France, ex-Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Pour assurer nos voisins anglais qu'ils restent bienvenus chez les Ch'tis, le conseil régional insiste sur la proximité, attractive pour les entrepreneurs britanniques qui souhaitent conserver une porte d'accès au marché européen. « Les Britanniques ont dit non à Bruxelles, ils n'ont pas dit non à la région Hauts-

de-France, nous travaillons ensemble à une stratégie gagnant-gagnant pour booster nos échanges, le développement économique, le tourisme », résume Xavier Bertrand, président du conseil régional. La région met en avant ses atouts, dont l'absence de redevance sur les locaux d'activités, un réseau étoffé de pôles de recherche et développement, notamment en e-commerce, mécanique ou agro-ressources, des accompagnements sur mesure. Sans oublier des paysages naturels préservés et une gastronomie de caractère. | ■

par Anne-Sophie Cathala @Asca-thala

